

La Presse

LA PRESSE, MONTRÉAL, MERCREDI 31 OCTOBRE 1990

Baie James: Lise Bacon dénonce l'«opportunisme» de Lucien Bouchard

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC



Lise Bacon.

L'ex-ministre fédéral de l'Environnement, Lucien Bouchard est «un opportuniste et un incohérent», a lancé hier, cinglante, la titulaire québécoise de l'Énergie, Lise Bacon.

Cette dernière n'avait visiblement pas digéré les remarques faites la veille par le chef du Bloc québécois. Après un discours au Canadian Club de la métropole, M. Bouchard avait qualifié de «démagogique» la position du gouvernement du Québec, qui considère comme une intrusion dans ses compétences l'intention du gouvernement fédéral de vérifier l'impact environnemental des futurs projets hydroélectriques québécois.

«M. Bouchard n'a pas de leçons à donner au Québec, je n'ai pas de leçons à recevoir de lui», a lancé Mme Bacon. Puis, renchérissant, elle a accusé son ancien homologue fédéral — elle fut pendant un an titulaire de l'Environnement — d'être «opportuniste et incohérent dans tout ce qu'il avait fait».

«Il était un séparatiste, il a accepté d'être ambassadeur du Canada à Paris; il a été député au fédéral, puis il fut un ministre de l'Environnement centralisateur. Il était un ami de Brian Mulroney, il l'a laissé tomber», a rechéri Mme Bacon.

Le ministre québécois de l'Environnement, Pierre Paradis, ne partageait pas le jugement incendiaire de sa collègue sur l'inconstance de M. Bouchard.

«M. Bouchard, à l'époque, fut un dur négociateur. Il a défendu avec conviction les pouvoirs du gouvernement fédéral en matière environnementale», a rappelé M. Paradis. Québec n'avait d'ailleurs pu s'entendre avec lui, il avait fallu attendre son successeur, Robert DeCotret, pour faire avancer le dossier de Grande-Baleine, de rappeler le ministre.

M. Bouchard, qui a démissionné en mai dernier — sur la question constitutionnelle — de son poste de ministre fédéral de l'Environnement, a soutenu lundi que la position du gouvernement Bourassa, dès qu'il est question de l'hydroélectricité, est marquée au coin «des promesses brisées et de l'indifférence à l'environnement».

Sur la question des juridictions, qui opposera bientôt en cour le Québec et le gouvernement fédéral, M. Bouchard avait clairement indiqué qu'il penchait du côté d'Ottawa. «Pour l'instant, Ottawa a les pouvoirs et la juridiction sur l'environnement et certains nationalistes québécois devraient en remercier Dieu, parce que Québec ne se préoccupe pas de l'environnement actuellement», avait soutenu M. Bouchard.

Hier, l'ex-ministre fédéral renchérissait. Interrogé aux Communes par une poignée de journalistes, le chef du Bloc québécois se disait disposé à accepter une évaluation fédérale du projet de la Baie James II si Québec refusait de scruter son projet.

«Je suis convaincu qu'il faut étudier à fond le projet de la Baie James, qu'il faut tenir des audiences publiques et s'assurer que tous les critères environnementaux soient respectés avant d'amorcer les tra-

vaux», a soutenu M. Bouchard, selon la Presse Canadienne.

Il y a déjà un an, le gouvernement Bourassa aurait pu entreprendre cette évaluation, mais ne l'a pas fait. «Alors, qu'on ne se surprenne pas que d'autres veuillent le faire parce qu'Ottawa a juridiction dans ce domaine dans le cadre de la constitution actuelle», a soutenu M. Bouchard, peu enclin «à faire jouer le nationalisme» dans un dossier global comme l'environnement.

Hier, Mme Bacon a repoussé du revers de la main les déclarations du ministre fédéral des Forêts, Frank Oberle, selon lequel le gouvernement fédéral aura un droit de regard sur les infrastructures nécessaires au projet de Grande-Baleine — une route de 500 kilomètres, deux aéroports et une série de ponts.

En l'absence du ministre de l'Environnement Robert DeCotret, M. Oberle avait répondu aux questions du critique libéral en Environnement, Paul Martin (LaSalle-Emard).

Selon M. Oberle, en l'absence d'une entente avec Québec, Ottawa mènera «une revue environnementale fédérale complète (du projet), comme l'attendent de nous les Canadiens et les Québécois».

Cette revue «incluera tous les travaux associés au projet de barrage, incluant les infrastructures telles que les aéroports, les routes et tous les autres travaux».

«Ce n'est certainement pas l'intention du gouvernement fédéral de permettre quelque type de travaux que ce soit sans revue fédérale», avait-il ajouté. Pour Mme Bacon, le ministre fédéral fait carrément fausse route en soutenant que les compétences fédérales touchent les infrastructures des projets.

De son côté, le ministre québécois de l'Environnement Pierre Paradis a indiqué hier que le Québec «est assez loin d'une entente» avec Ottawa sur la tenue d'audiences publiques touchant l'impact environnemental des infrastructures nécessaires au projet.

Devant les journalistes, par la suite, il a soutenu qu'à son avis, le gouvernement fédéral n'avait pas juridiction sur les infrastructures du projet, sauf dans le cas des aéroports, qui relèvent de la réglementation fédérale sitôt qu'y transitent des vols commerciaux — dont les sièges sont payés par les utilisateurs.

Ottawa pourrait avoir aussi un droit de regard sur la construction de la route, dans la mesure où les ponceaux qu'elle nécessitera traverseront des rivières, et pourront «affecter la vie des poissons», dira ironiquement le ministre Paradis.

La Commission B.-C. donnera un grand coup de pied au fédéralisme canadien

GILLES NORMAND
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Ses travaux ne devaient pas l'amener à recommander la souveraineté du Québec, la Commission Bélanger-Campeau n'en donnerait pas moins un grand coup de pied au fédéralisme canadien.

C'est ce qu'il faut conclure des propos tenus hier par ses deux coprésidents, les financiers Michel Bélanger et Jean Campeau, lors d'un déjeuner de presse.

M. Bélanger a pour sa part donné une idée de la conclusion du rapport qui devrait être remis au gouvernement le 28 mars, en indiquant qu'il va sûrement préciser, de façon claire, les pouvoirs que le Québec devrait détenir de façon exclusive, selon l'évaluation de la commission.

«Tous les membres ne seront pas d'accord avec tout cela, mais ils le seront certainement avec la plus grande partie de cette énumération de pouvoirs, puisqu'ils existent déjà en grande partie», précise-t-il.

Il ajoute que le rapport comportera selon toute possibilité une liste de choses et de pouvoirs à partager, liste dressée à la lumière des opinions sollicitées la semaine dernière auprès d'une centaine de spécialistes (historiens, juristes, politiciens et autres).

Le doublage de certains ministères et services ne sourit de toute évidence pas à M. Bélanger, qui ne nie pas que cet aspect pourrait être étudié.

Le Québec de l'an 2000

Les deux présidents ont été invités à préciser comment ils voyaient le Québec de l'an 2000.

Pour Jean Campeau, «la première des choses importantes pour les Québécois, c'est que le Québec soit international, qu'il soit ouvert sur le monde». «Un Québec ouvert, et des Québécois unis. Des Québécois dans le plein sens du mot, ce qui ne veut pas dire francophones mais citoyens du Québec. C'est une belle ouverture que je vois pour le Québec. Alors si on veut réussir, il faut chercher de trouver la solution qui, à court, à moyen et à long terme, va occasionner un niveau de vie acceptable pour les Québécois», énonce-t-il.

Son collègue président, Michel Bélanger, veut dire exactement la même chose, mais en des mots



Jean Campeau et Michel Bélanger: «Ce sont les Québécois qui vont décider du Québec qu'ils veulent.»

PHOTO REUTER

qui sont «un peu différents», explique-t-il.

«Ce que j'aimerais que soit le Québec de l'an 2000, c'est une société démocratique et libre, ayant une économie ouverte et compétitive, et qui a su protéger et faire épanouir son identité propre, qui est essentiellement francophone, mais pas seulement ça...», précise M. Bélanger.

Les co-présidents ont tous deux insisté sur l'importance pour la commission de s'élever au-dessus des partis politiques et de la partisanerie. M. Campeau allant jusqu'à souligner qu'elle ne devait pas avoir pour objet de satisfaire les intérêts d'un parti politique ou d'un autre.

«Si on ne parvient pas à s'élever au-dessus des partis, ça va être dur à vivre. Il va encore y avoir désunion parmi les Québécois, de la chicane québécoise, alors qu'il faut réaliser l'unité. Si on n'y parvient pas, est-ce que la commission aboutira à un échec? Je ne le sais pas. Ce ne sera sûrement pas un succès», de philosopher M. Campeau.

De fil en aiguille, les présidents ont été amenés à parler du fédéralisme, Michel Bélanger énonçant que «tout vrai système fédéraliste comporte des avantages économiques indéniables».

«Mais ça ne veut pas dire qu'il y a des avantages fiscaux et ça ne veut pas dire que le système canadien est nécessairement quelque chose qui apporte des bénéfices en termes de fiscalité. Ça c'est autre chose», d'ajouter M. Bélanger, soulignant qu'il ne parlait pas non plus de fédéralisme au plan politique.

«Ça n'a rien à voir avec ce qu'est le Canada tel qu'il est aujourd'hui, nécessairement», enchaîne-t-il, se défendant d'avoir fait une profession de foi fédéraliste.

Mitrailé de questions, l'ex-président de la Banque Nationale a eu besoin du renfort de M. Campeau pour ramener les choses à une plus juste proportion: «Le fédéralisme en soi, cela peut être bon, cela peut être rentable. Il n'a pas dit que le fédéralisme canadien est bon et rentable», a corrigé M. Campeau.

Partant du principe que le fédéralisme idéal pouvait être rentable, un journaliste a demandé à M. Bélanger si on pouvait en dire autant de la souveraineté-association.

«Ça dépend comment on la définirait. Je pense que ça ne l'exclut pas nécessairement. Parce que si vous me dites que passer de l'association-souveraineté à la souveraineté-association c'est un drame, il ne faudrait tout de même pas exagérer. Parce que fédéralisme, ça veut dire association-souveraineté. C'est la même chose.

— La même chose?

— Ben, on parle de fédéralisme d'États qui ont chacun une très large responsabilité autonome et qui mettent certaines choses en commun. Ça c'est association-souveraineté. Ça va de soi... Vous parlez de souveraineté-association, vous ne me demandez pas un mouvement particulièrement vigoureux pour passer de l'un à l'autre.»

Parizeau irrité

Un bout de conversation qui devait faire du bruit dans la journée, et qui a alimenté un reportage radiophonique concluant que M. Bélanger avait dit que la souveraineté-association et le fédéralisme c'était la même chose.

Sur la foi de ce seul reportage, le chef péquiste Jacques Parizeau s'est montré particulièrement irrité, en après-midi, en reprochant en quelque sorte à M. Bélanger de montrer ses couleurs avant que la commission ne commence vraiment ses travaux.

«Vous pensez qu'on clarifie les choses quand on va dire que le fédéralisme et la souveraineté-association, c'est pareil?» a lancé le président du PQ, invitant les deux présidents à la prudence dans leur déclaration, mais notant que M. Campeau lui avait paru, lui, prudent. M. Parizeau, cependant, a fait ses commentaires sur la foi d'une phrase dont il ne connaissait pas le contexte, puisque le topo radiophonique dont elle provenait ne le précisait pas.

Les commissaires ont par ailleurs fait savoir que la commission accueillerait les mémoires et les représentants de groupements francophones hors Québec, qui ont demandé à être entendus. «Mais ce sont les Québécois qui vont décider du Québec qu'ils veulent», ont assuré les co-présidents.

Le Sénat devrait pouvoir débattre la TPS d'ici la fin de la semaine

MANON CORNELLIER
de la Presse Canadienne
OTTAWA

Le Sénat fait de nouveau face à une impasse complète depuis hier après-midi. Les libéraux ayant décidé de retourner à leur interminable lecture de pétitions et de jeux de procédures pour empêcher la tenue du débat sur le projet de taxe sur les produits et services (TPS).

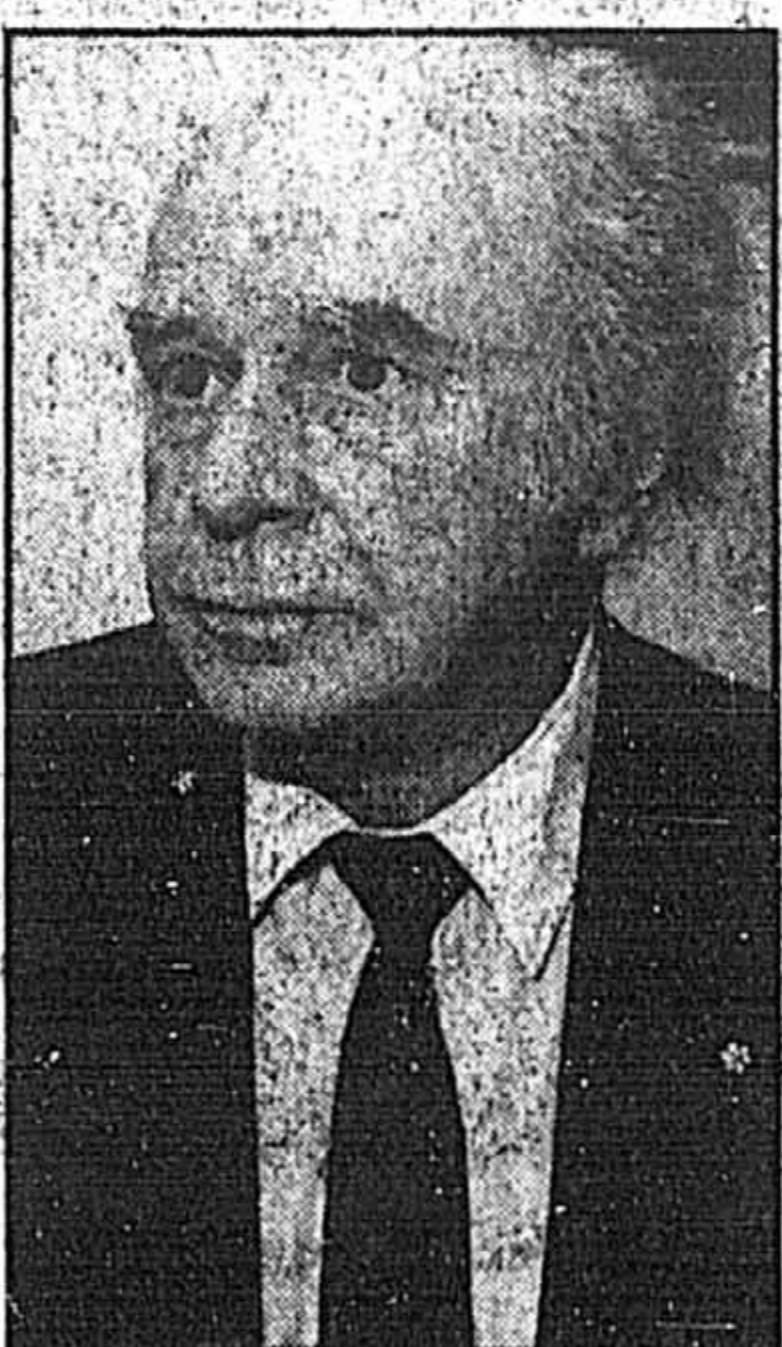
Le leader du gouvernement au Sénat, M. Lowell Murray, n'a pu cacher sa colère alors que les sénateurs prenaient une pause pour le souper. A son avis, l'opposition libérale a trahi la parole donnée il y a environ deux semaines.

Il a soutenu que si cet accord tombait, le Sénat retournerait à la situation cahotique qui prévalait il y a deux semaines.

L'accord avait mis fin à deux semaines d'obstruction systématique marquée par des heures d'un vacarme infernal. Il prévoyait l'adoption de certains projets de loi comme la réforme de l'assurance-chômage et le projet Hibernia. De plus, les libéraux s'engageaient à déposer huit amendements à la loi sur la TPS, lesquels devraient être débattus durant une période limitée.

Par contre, rien n'était prévu concernant le débat final sur la TPS, les libéraux ayant refusé formellement de prendre un quelconque engagement à cet égard.

Mais hier, on semblait revenu à la case départ. Gazous et clochettes étaient bien rangés mais les li-



Jacques Hébert était en forme...

ures de procédures étaient en évidence sur les bureaux des sénateurs. La guerre des règlements et des points d'ordre pointait.

Visiblement en forme, le sénateur Jacques Hébert disait d'ailleurs qu'il était prêt à tenir tête aux conservateurs jusqu'à Noël et que, pour sa part, il était sur un pied de guerre.

A 14 h, ça y était. Il s'est lancé dans la lecture des noms et adresses inscrits sur une pétition, puis une autre et une autre. Après une heure de ce traitement, les conservateurs ont réagi.

Ils ont déposé une motion pour

que les sénateurs commencent à traiter des points à l'ordre du jour, ce qui a fait bondir les libéraux qui ont soutenu que la proposition conservatrice était irrecevable.

Le sénateur Royce Frith, grand manitou libéral de la procédure, s'est lancé dans une argumentation à ce sujet pendant plus d'une heure. Ses collègues l'ont suivi.

Après plusieurs heures de débat, le président de la chambre Guy Charbonneau a décidé que la motion était recevable, une décision que les libéraux ont aussitôt contestée.

Selon les règles du Sénat, chaque parti peut contester une décision du président. Un vote est alors tenu et si la majorité est contre, la décision est annulée.

Le vote est prévu pour ce matin et les conservateurs étant plus nombreux, ils devraient l'emporter. La motion devra ensuite être débattue, ce qui pourrait durer plusieurs jours. Mais en définitive, le Sénat devrait pouvoir débattre la TPS d'ici la fin de la semaine.

La taxe doit entrer en vigueur le 1er janvier.

Quant au leader des libéraux au Sénat, le sénateur Allan MacEachen, il a nié que ses collègues aient rompu leur promesse avec leurs tactiques dilatoires. Selon lui, les sénateurs libéraux veulent débattre de leurs amendements mais quand ils le jugeront opportun. De plus, a-t-il rappelé, son équipe a respecté à la lettre l'entente d'il y a deux semaines. La preuve: le Sénat a adopté les projets de loi prévus.

Wells s'inquiète

Presse Canadienne
SAINT-JEAN, T.-N.

Le premier ministre Clyde Wells s'est dit «très préoccupé», hier, par la formation au Québec d'une commission chargée d'examiner l'avenir constitutionnel de cette province et par l'intention manifestée par d'autres provinces de faire la même chose.

Ayant lui-même refusé d'entériner l'accord du lac Meech, M. Wells a demandé au premier ministre Brian Mulroney de faire maintenant quelque chose pour maintenir l'unité nationale.

«Le plus tôt le premier ministre (Mulroney) proposera une solution, le moins de tort aura été fait», a déclaré M. Wells.

S'adressant aux journalistes après son allocation devant le Conseil économique des provinces de l'Atlantique, M. Wells a affirmé que ces commissions nient l'existence même d'un pays, qui a grandement besoin d'un mécanisme d'unité après l'échec de l'accord du lac Meech.

Le premier ministre terre-neuvien s'est également élevé contre l'intention du conseil des premiers ministres des Maritimes de former un marché commun, auquel on a demandé à Terre-Neuve de se joindre.

SaskPower poursuit Ottawa

Presse Canadienne
REGINA

La bataille judiciaire entourant le projet de barrages Rafferty-Alameda a pris une nouvelle tournure, hier, quand la société d'énergie de la Saskatchewan a intenté une poursuite contre le gouvernement fédéral.

La Saskatchewan Power Corp. réclame des dommages-intérêts par suite de la récente intervention fédérale en vue de faire ces-

ser la construction des deux barrages, en attendant l'issue d'une étude environnementale d'impact.

Le vice-président de SaskPower soutient que tout retard dans l'érection du barrage Rafferty retarderait l'ouverture de la centrale voisine de Shand, prévue pour 1992. Si l'ouverture de Shand est compromise, selon ses pronostics, la Saskatchewan manquera d'électricité, a déclaré M. Bob Lawrence.



5^e Guide de Vacances

La Presse

Fliver au Soleil

publiera le deuxième de trois publiereportages traitant des destinations ensoleillées à la mode cet hiver. Le cahier de samedi mettra en vedette la Floride... Une destination toujours populaire.

Éditorial

Paul Desmarais
président du conseil
d'administrationRoger D. Landry
président et éditeurClaude Masson
éditeur adjointMarcel Desjardins
directeur de l'informationAlain Dubuc
éditorialiste en chef

Économie de Montréal: le grand débat n'a pas eu lieu

Comment freiner le déclin économique de Montréal? Cette question, cruciale pour l'avenir de la métropole, est curieusement escamotée dans la présente campagne électorale.

Pas tant parce qu'on n'en parle pas: au contraire, les partis d'opposition accusent allègrement l'administration du RCM d'avoir contribué à l'appauvrissement de la ville. Mais les mesures proposées pour corriger la situation sont plutôt timides, et le véritable débat sur la relance de Montréal n'a pas eu lieu.

Au printemps dernier, le Conseil des affaires sociales posait le diagnostic suivant: Montréal s'appauvrit plus vite que le reste de la province. Et quand il s'y crée des emplois, ils profitent surtout aux résidents des banlieues.

Des exemples? Le quart des ménages montréalais vivent sous le seuil de la pauvreté. Le cinquième consacrent plus de la moitié de leurs revenus à se loger. Des dizaines de milliers d'enfants ne mangent pas à leur faim. Depuis le début de l'année, le chômage a légèrement fléchi dans la grande région métropolitaine, mais il a augmenté à Montréal. Et depuis un an, le nombre de jeunes assistés sociaux a fait un bond de 13 p. cent.

Est-ce la faute du maire Doré? Il est évident qu'une ville ne dispose pas de tous les leviers économiques qui lui permettraient de lutter contre la pauvreté. Et le phénomène de paupérisation des grandes villes, qui «aspirent» les populations les plus démunies alors que les classes moyennes s'exilent en banlieue, n'est pas unique à Montréal.

D'autre part, il faut donner à l'équipe Doré ce qui lui revient: c'est l'administration du RCM qui a la première mis le doigt sur le bobo en identifiant le problème de pauvreté. Elle a aussi commencé à défricher des avenues prometteuses, en favorisant la création de Corporations locales de développement économique. Cette approche de relance via les quartiers est sans doute l'apport le plus original du RCM au développement économique de Montréal. Mais ce n'est pas suffisant.

Ainsi que le soulignait le Conseil des affaires sociales, le grand défi de Montréal est de s'assurer que les Montréalais aient accès aux nouveaux emplois. Ici, la Ville peut agir à titre d'employeur «exemplaire». Or, peu après son arrivée à l'hôtel de ville, l'administration du RCM s'est débarrassée de la fameuse «clause de résidence», qui forçait les fonctionnaires municipaux à demeurer à l'intérieur des limites de la ville. Montréal aurait pu aussi explorer des voies innovatrices qui ont été tentées notamment à Boston, où les promoteurs sont tenus de recruter de la main-d'œuvre locale. Bref, devant un problème fondamental, le RCM n'a pas péché par excès d'originalité.

On peut aussi déplorer que Montréal n'ait pas jugé opportun de se servir de l'habitation pour donner un coup de pouce à son économie. La Ville a bien promis, à juste titre, de construire plus de logements sociaux. Mais cette mesure aurait pu être jumelée à une politique énergique visant à freiner l'exode des classes moyennes. À cet égard, l'actuel programme d'accès à la propriété ne fait pas le poids.

Il faut dire que dès le début de son premier mandat, l'administration du RCM s'est fait mettre des bâtons dans les roues par les gouvernements supérieurs, notamment par Québec qui, par ses politiques, favorisait les banlieues au détriment de la métropole. Mais de son côté, le RCM a mis bien du temps avant de raffiner un tant soit peu ses méthodes de «lobbying» dans la capitale...

Si la campagne électorale en cours n'a pas donné lieu à un grand débat économique, plusieurs idées intéressantes ont été soulevées. Le Parti municipal a suggéré de créer un fonds d'accès à la propriété; la Coalition démocratique a proposé une politique de subvention pour les organismes d'aide aux plus démunis; et le Parti civique a promis des états généraux sur la pauvreté. Quels que soient les résultats des prochaines élections, ces idées méritent d'être examinées.

Agnès GRUDA

La voix de son maître

On peut reprocher beaucoup de choses à Jean Chrétien, mais sûrement pas de manquer de suite dans les idées. Surtout celles de Pierre Trudeau. Son discours de dimanche dernier à Montréal constitue un parfait «remake» du scénario mis au point, il y a vingt-cinq ans, par l'ancien premier ministre pour combattre le nationalisme québécois et faire prévaloir sa vision du Canada.

Un projet visant essentiellement la consolidation de l'unité nationale, l'instauration d'une société juste pour les citoyens et l'essor économique des grandes régions. Le tout reposant sur un gouvernement central fort et l'inclusion d'une charte des droits dans une constitution rapatriée et renouvelée.

Le décor et les acteurs ont évidemment changé. Sauf M. Chrétien qui tente aujourd'hui d'incarner — sans grand succès jusqu'à maintenant — le maître qu'il servait jadis. La nature du discours a également été modifiée pour tenir compte du contexte actuel: un gouvernement conservateur totalement discrédité «qui a divisé notre pays comme jamais auparavant». Comme si lui-même n'avait pas activement contribué à accentuer cette division en sabotant l'accord Meech conclu précisément pour réparer le gâchis provoqué en 1981 par Pierre Trudeau et... Jean Chrétien!

Le vocabulaire aussi s'est renouvelé afin de camoufler des répétitions trop évidentes. Comme l'expression «société juste» devenue «société foncièrement humanitaire» reposant sur «la générosité, la tolérance et la compassion» et prônant «l'équité sociale et la diversité culturelle».

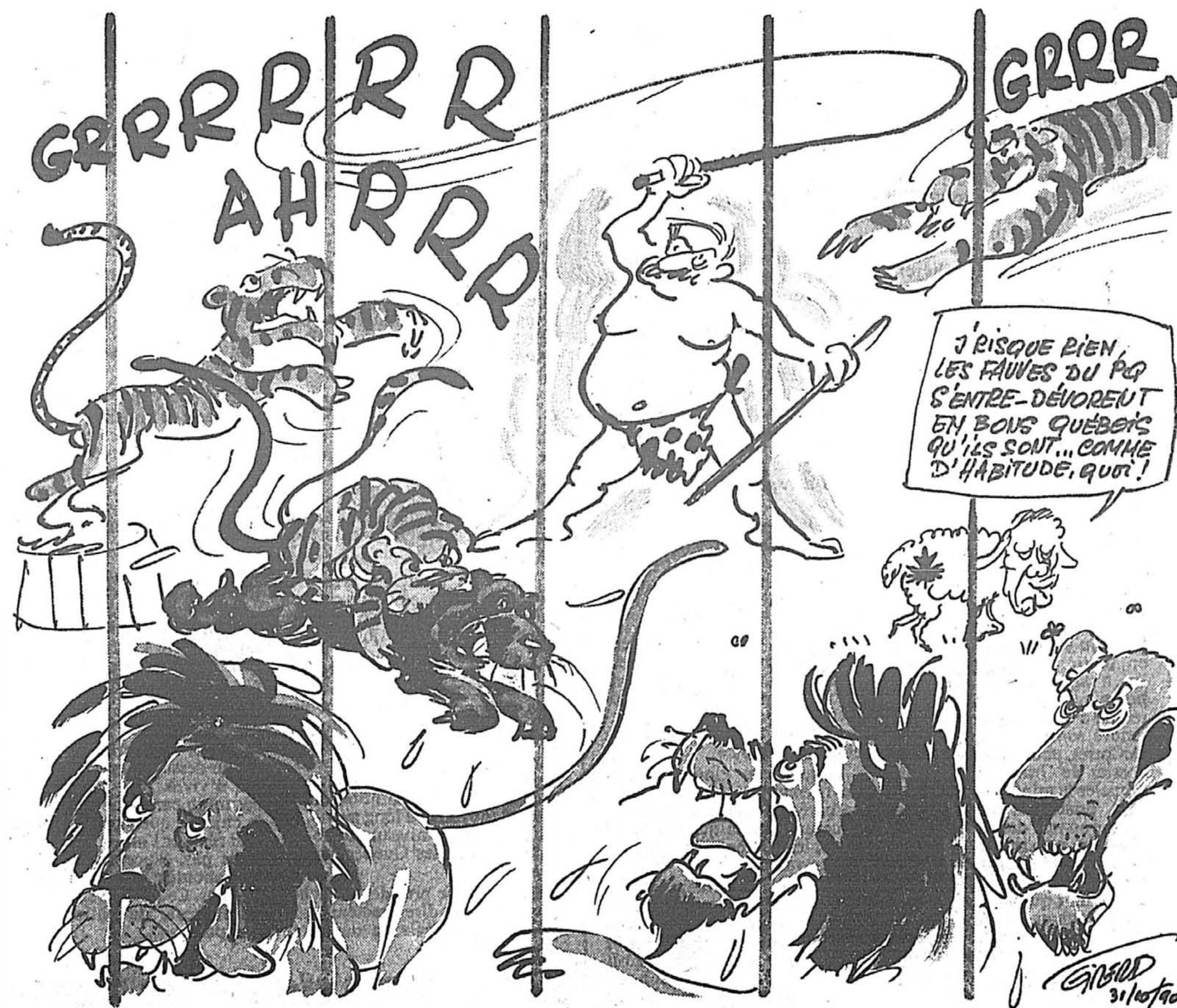
Plus question non plus, contrairement à 1980, de remettre en jeu les rares sièges dont disposent encore les libéraux à Ottawa pour convaincre les Québécois de renoncer à la tentation de la souveraineté. Le ton se fait, au contraire, moins mélodramatique. Plus conciliant. On va même jusqu'à remettre en question le statu quo. «Être libéral, c'est être pour le changement et pour la réforme.» Et pour y arriver, il ne faut pas craindre d'affirmer, dans une envolée presque incantatoire, que «nos institutions doivent changer. Nos institutions doivent s'adapter. Nos institutions doivent s'améliorer.»

Quant à savoir selon quelles modalités, il faut apparemment faire confiance au parti qui a mené ce pays dans le cul-de-sac où il se débat présentement. «Le Parti libéral va entreprendre une étude approfondie de toutes les questions liées à l'avenir des Canadiens. (...) Pour réaliser l'idéal canadien, il faut comprendre la raison d'être du Canada.»

Cet objectif est sans doute louable et la démarche respectable. Quelles que soient les conclusions de la réflexion collective qui s'amorce au Québec, il importe que le reste du Canada se livre à un exercice du même genre.

Le problème de M. Chrétien n'est pas que son discours sente le réchauffé. Sa vision du Canada de demain ne doit pas a priori être rejetée sous prétexte qu'on l'a déjà entrevue. La difficulté, c'est qu'il n'a plus, et n'aura probablement jamais plus, la crédibilité nécessaire pour la défendre efficacement au Québec, parce qu'il demeure l'un des grands responsables de la situation où le Québec, et le Canada, se retrouvent aujourd'hui.

Pierre GRAVEL



La boîte aux lettres

L'autre côté de la médaille

Monsieur Roger D. Landry
Président et éditeur
La Presse

■ Quelle n'a pas été ma surprise de constater le traitement qu'accordait *La Presse* à un article signé par votre journaliste Michel Girard dans la section Placements de votre édition du 1er octobre! Une pleine page! Et d'aucune manière le journaliste n'a-t-il jugé bon de présenter «l'autre côté de la médaille»!

L'aurait-il fait qu'il aurait pu apprendre qu'il y a des gens, investisseurs chevronnés ou novices, des institutions, des financiers, des corporations qui, tous les jours, perdent de l'argent à la Bourse. C'est comme cela depuis des dizaines d'années!

La personne dont votre journaliste relate le cas a-t-elle été victime de violence? Son logement a-t-il été saccagé? A-t-elle été victime d'une injustice sociale? Non, Monsieur Landry, elle a perdu de l'argent en investissant sur les marchés boursiers.

Le traitement que *La Presse*, une institution qui se doit d'être responsable, a accordé à cette information doit être qualifié de geste irresponsable. *La Presse* du 1er octobre comptait quarante pages et des centaines d'articles dont l'objet principal est d'informer le public. Aucun ne couvrait l'équivalent d'une page. Est-ce à dire qu'il s'agissait de la «la» nouvelle de la journée?

Pour «célébrer» le 1er anniversaire du krach des marchés boursiers internationaux d'octobre 1987, le samedi 15 octobre 1988, le même Michel Girard se voyait encore une fois accorder une pleine page qu'il

utilisait pour jeter le blâme de l'événement sur un peu tout le monde. Un seul article relatait qu'un courtier, trois semaines avant la débâcle d'octobre 1987, avait conseillé par écrit à ses 440 clients d'alléger leurs portefeuilles d'actions. Cet article, qui soulignait le professionnalisme d'un courtier, couvrait 20 pages carrées; pas une page entière!

Les courtiers, les bourses et les Commissions de valeurs mobilières ne sont pas les seuls artisans de la frénésie qui a accompagné le marché haussier que nous avons connu au cours des années 1982 à 1987. Les médias, employant dans ce domaine un grand nombre de journalistes novices, ont trop souvent interviewé des représentants, comptant eux-mêmes une expérience limitée, qui suivaient des titres recommandés par des analystes à peine plus expérimentés. À qui vos journalistes adressaient-ils leurs recommandations, le plus souvent à peine nuancées? À des investisseurs novices!

Lorsque Michel Girard rapporte aux lecteurs de *La Presse* les opinions de l'analyste Raymond Normand, en le qualifiant de «gourou», croyez-vous qu'il s'agit là d'une attitude responsable? McNeill, Mantha, maison qui emploie M. Normand et moi-même, n'engage pas de «gourous». Elle engage des analystes financiers et des représentants qui feront de leur mieux pour servir les intérêts des investisseurs dans des marchés souvent difficiles à prévoir.

Si l'article du lundi 1er octobre a servi à illustrer que des investissements en Bourse, ce n'est pas un jeu d'enfants, tant mieux! On parle ici d'affaires, et les affaires ce n'est pas un jeu d'enfants. Toutefois, cet article teinté de négativisme à l'endroit des courtiers et des organismes réglementant l'in-

dustrie des valeurs mobilières, n'informe pas avec justesse, il ne montre qu'un côté de la médaille.

Pierre Y. PELLAND
Courtier en placements
chez McNeill, Mantha, Inc.

Réponse:

Monsieur Pelland,

■ J'ai soigneusement fait lecture de la lettre que vous m'avez adressée... Mais, que me faites-vous lire là?

Vous écrivez: «La personne dont votre journaliste relate le cas a-t-elle été victime de violence? Son logement a-t-il été saccagé? A-t-elle été victime d'une injustice sociale? Non, Monsieur Landry, elle a perdu de l'argent en investissant sur les marchés boursiers.»

C'est ça votre défense?

Geste irresponsable de la part de *La Presse*, dites-vous? Non. Geste parfaitement responsable. En fait, nous devrions le répéter tous les mois. Cela éviterait à d'honnêtes et naïves personnes, trop facilement séduites par une illusion contre laquelle des gens responsables comme vous l'êtes devriez les mettre en garde dès le premier moment, de connaître le cruel résultat de leur aveugle confiance: celui de perdre sans recours un avoir durement gagné.

Dans un autre article paru dans l'édition de *La Presse* du 15 octobre et dont je vous envoie copie, notre journaliste Michel Girard revient sur le sujet en exposant la cote de confiance que possèdent les courtiers québécois chez les investisseurs. Ces derniers leur attribuent le degré d'insatisfaction le plus élevé de toutes les provinces du pays. L'envers de la médaille...

Roger D. LANDRY

La CSN s'excuse

La CSN a présenté des excuses à Mme Jacinthe Blais qui s'est fait cracher au visage par une manifestante récemment, aux usines Zeller's. Voici la lettre du président Gérald Larose:

Madame,

■ On me transmet à l'instant la lettre (reproduite dans *La Presse* du 19 octobre) que vous avez fait parvenir à notre Service de télécommunications et qui relate votre pénible aventure de la veille. Veuillez croire, madame Blais, que je suis extrêmement peiné de ce qui vous est arrivé. Si les choses se sont produites de la façon que vous les décrivez, il s'agit de gestes totalement inacceptables. Je compte d'ailleurs faire procéder à certaines vérifications auprès des responsables de ce syndicat, qui tente de joindre les rangs de la CSN depuis plusieurs mois, en dépit des efforts de la direction de l'entreprise Zeller's pour empêcher que s'exerce le libre choix du syndicat.

L'exaspération bien compréhensible de ces travailleuses et travailleurs n'excuse cependant d'aucune manière un comportement comme celui dont vous avez été victime, surtout que vous n'avez strictement rien à voir avec ce conflit. Je pourrais vous dire, ainsi que vous le signalez d'ailleurs dans votre lettre, que la CSN comme telle n'est pas responsable des gestes individuels posés par chacune et chacun des 250 000 membres affiliés. Mais j'avoue me sentir personnellement touché par votre lettre et, si cela peut réparer de quelque manière l'outrage qui vous a été fait, je vous présente les excuses de la centrale.

Gérald LAROSE
Président de la CSN

Qui est Québécois?

Céline Dion, en refusant son trophée de chanteuse anglophone au Gala de l'Adisq, n'a pas seulement déclenché un débat sur la langue de la chanson. Elle a involontairement abordé la question de l'identité québécoise en affirmant qu'elle n'était pas anglophone, mais québécoise.

A juste titre, bien des anglophones ont sauté, n'acceptant pas que le terme québécois soit réservé aux francophones de souche.

Dans cette histoire, il y a un problème sémantique. Les francophones du Québec ne savent plus comment se décrire. Autrefois Canadiens français, ils ont ensuite pu, pendant longtemps, se réserver le terme de Québécois, dont personne d'autre ne voulait en raison de sa connotation politique.

Mais cela dépasse les querelles de mots. Le Québec a changé, ses anglophones aussi, sa composition ethnique s'est modifiée. Cependant, la définition de ce qu'est un Québécois n'a pas évolué au même rythme. Pour bien des gens, le slogan «Le Québec aux Québécois» exclut ceux dont les ancêtres n'étaient pas ici avant 1763. Les patriotes revanchards, pour qui la présence des anglophones, descendants des conquérants, est illégitime, ne sont pas non plus tous disparus.

C'est pourquoi l'intervention de Jacques Parizeau, qui s'adressait la semaine dernière à des journalistes américains, arrive à point nommé. Le chef du Parti québécois, notant que les anglophones ont eux aussi bâti le Québec, a rappelé qu'ils étaient autant des vrais Québécois que les Québécois de souche, affirmé qu'ils n'étaient pas seulement bienvenus — un terme qu'il trouve inapproprié — mais qu'ils font partie de nous.

En ce faisant, M. Parizeau a dit tout haut ce que tous les Québécois de souche devraient penser tout bas:

Alain DUBUC

Opinions

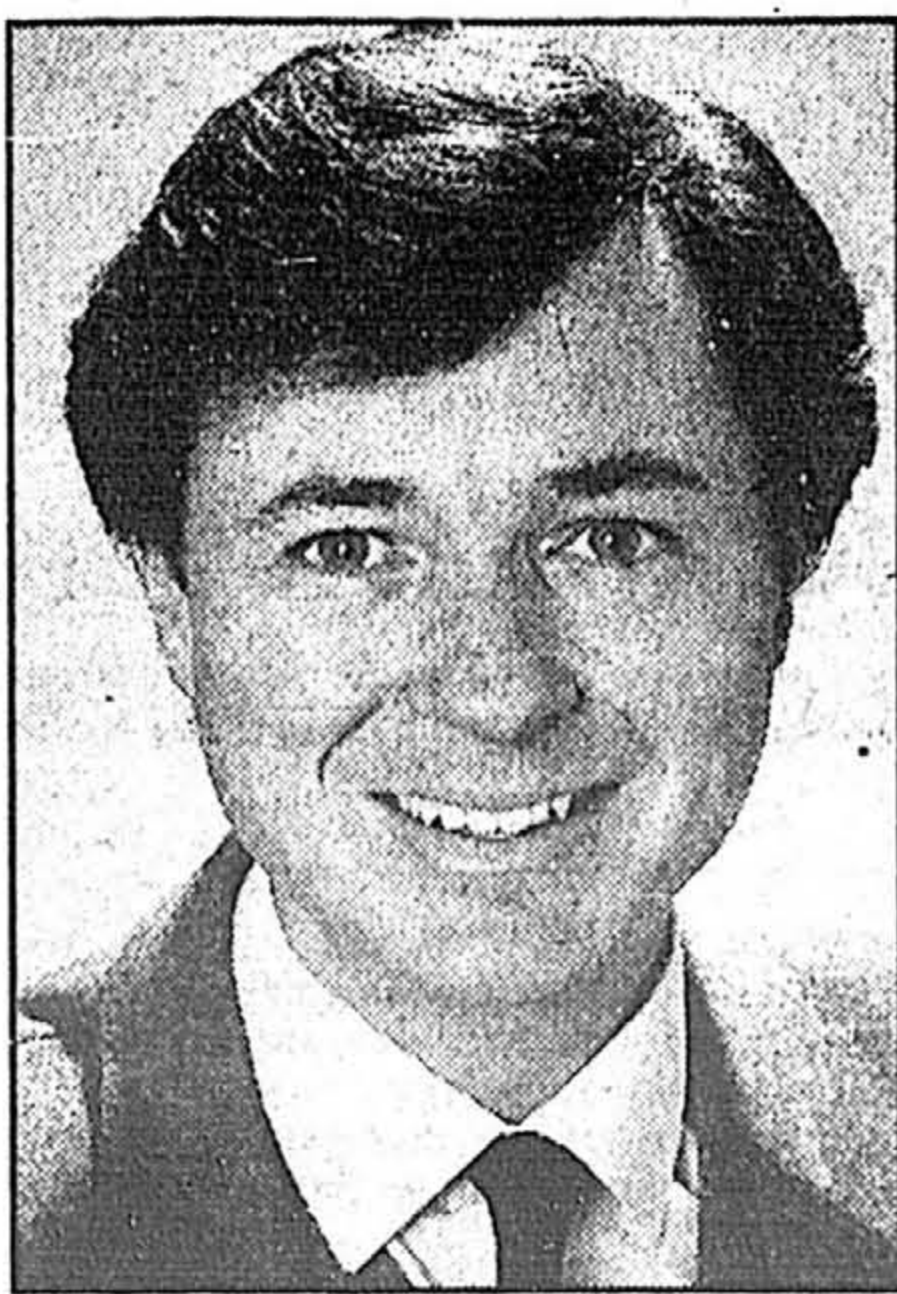
LA CRISE DU GATT

Les enjeux pour le Canada et le Québec

Spécialiste des questions touchant le commerce international, l'auteur, Pierre S. Pettigrew, est vice-président de Samson Bélair/Deloitte & Touche International. Il signe aujourd'hui le dernier d'une série de trois articles.

— 3 —

PIERRE S. PETTIGREW



Pierre S. Pettigrew

L'objectif premier du Canada au GATT a toujours été d'améliorer son accès au marché des États-Unis, de loin son principal client. Le GATT est essentiellement d'ailleurs un tissu de concessions bilatérales étendues de facto aux autres membres selon le principe de la nation la plus favorisée, pour éviter toute discrimination. Avec son Accord de libre-échange (ALE) avec les États-Unis, on aurait pu s'attendre à ce que le Canada travaille dorénavant à améliorer son accès aux marchés européen et asiatique. Ce n'est pas le cas.

Et pour cause, l'ALE est loin d'être complet: les marchés publics et les transports sont deux secteurs où les négociateurs ne sont pas parvenus à s'entendre. Il en est de même des subventions. La négociation bilatérale est au point mort depuis 1988, bien qu'Ottawa et Washington se soient donné encore cinq à sept ans pour s'entendre. L'ALE n'a en fait amélioré l'accès au marché américain que marginalement. Surtout, l'ALE est devenu très impopulaire du fait que non seulement il n'a été accompagné d'aucun programme de transition pourtant promis, mais le gouvernement Mulroney a appuyé une politique monétaire qui a réduit considérablement la capacité du Canada de concurrencer tant sur son marché local que sur le marché américain. Beaucoup des progrès des entreprises québécoises au cours des années 80 ont été éliminés depuis l'entrée en vigueur de l'ALE. Enfin, le système de règlement des différends se limitant à vérifier si les lois nationales respectives du commerce sont respectées, les panels sont généralement impressionnés par les spécialistes du droit commercial américain et leur donnent raison plus souvent qu'autrement.

Le gouvernement, qui a entrepris la négociation bilatérale en affirmant que le GATT ne fonctionnait plus, ni son système multilatéral, se positionne aujourd'hui en champion d'un GATT fort et d'un multilatéralisme en santé. Cette volte-face est quand même la bienvenue. Cette ronde doit permettre d'améliorer encore notre accès au marché des États-Unis et maintenir la ligne traditionnelle du Canada, qui comme puissance commerciale moyenne, a intérêt à renforcer le cadre institutionnel du GATT et l'efficacité de la règle de droit par rapport à la loi du pouvoir. D'ailleurs, ni le Canada ni les États-Unis n'ont renoncé à leur droit de recours au GATT dans leurs différends bilatéraux, comme le démontre le cas du yogourt et de la crème glacée. Pour des secteurs très importants comme l'agriculture et le textile, les enjeux de cette ronde sont beaucoup plus élevés au plan multilatéral qu'au plan bilatéral car on retrouve des acteurs primordiaux tels la CEE et les PVD.

Agriculture

Il est simpliste de croire qu'Ottawa est en train de brader les intérêts de l'industrie laitière québécoise contre ceux des producteurs de céréales de l'Ouest. Tout le système de gestion de l'offre, que l'on croyait protégé par l'ar-

ticle 11 qui permet de limiter les importations dans le cadre de programmes nationaux de contrôle de la production, est remis en question à cause de sa formulation ambiguë.

De plus, la CEE, à qui les États-Unis, le Canada, et tous les grands exportateurs de produits agricoles comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Argentine demandent d'éliminer, ou au moins de réduire, leurs énormes subventions à l'exportation, exige que l'on se penche aussi sur les mesures de soutien interne aux fermiers comme la gestion de l'offre, ainsi que les mesures de financement et de stabilisation.

Les subventions à l'exportation entraînent des distorsions beaucoup plus importantes sur les marchés mondiaux que ces mesures de soutien interne. Elles coûtent aussi plus cher: pour le producteur québécois, les subventions ne représentent que 14 p. cent de son revenu, contre 35 p. cent de celui du producteur de l'Ouest, 25 p. cent pour le fermier américain et près de 40 p. cent pour l'Européen.

À quelques semaines de l'échéance, les États-Unis accepteraient l'élimination de seulement 70 p. cent des subventions plutôt que 100 p. cent, les Européens iraient peut-être à 30 p. cent de réduction. La position canadienne est quelque part entre les deux avec un peu plus de 50 p. cent de réduction qui affecterait les trois quarts des programmes agricoles canadiens dont toutes les aides à l'exportation et les mesures de soutien interne qui ont un effet de distorsion sur le marché mondial. Le Canada veut exclure la gestion de l'offre et les autres mesures intérieures qui n'ont pas d'effet direct de distorsion sur les marchés internationaux.

Textile

Si l'agriculture est le meilleur exemple de l'anarchie et du désastre auxquels l'exclusion de la discipline du GATT peut conduire, le textile qui opère dans un marché réglementé par l'AMF, le suit de près. Celui-ci coûte des milliards aux consommateurs des pays industrialisés. La CEE peut aujourd'hui renoncer à l'AMF car son industrie a introduit un niveau d'automatisation dans ses usines qui a diminué ses coûts. Elle s'est de plus orientée vers le marché haut de gamme. Le Québec a un problème à cet égard, n'ayant fait ni l'un ni l'autre. Les leaders régionalistes de l'Ouest, à l'instar des nôtres, dénoncent depuis longtemps les coûts aux consommateurs de l'Ouest imposés par

les quotas qui protègent notre industrie du textile.

Le textile et le vêtement occupent 90 000 personnes au Québec. Il s'agit donc d'un enjeu majeur. Le Canada accepte les recommandations du Tribunal canadien de commerce extérieur au sujet de la réduction des droits de douane imposés par le Canada sur les importations de tissus et inclut cette réduction dans sa position pour les négociations multilatérales. Pour ce qui est de l'élimination progressive de l'AMF actuel qui doit expirer en juillet 1991, le Canada est très réticent. Il se dit très sensible aux besoins d'adaptation de l'industrie nationale et il est plutôt à la remorque des États-Unis qui risquent de tout bloquer tant le lobby du textile est fort à Washington.

Malgré un grand progrès au plan institutionnel, la structure de notre économie a peu évolué et rend donc le Québec très vulnérable à la concurrence étrangère dans les secteurs mous et traditionnels qui demeurent de grands employeurs. Au cours des trente dernières années, le Québec s'est doté d'institutions telles que la Caisse de dépôt et de placement, Hydro-Québec et les Lavalin, SNC, Société de développement industriel, etc. Ces institutions l'équipent beaucoup mieux pour affronter la mondialisation de l'économie et comme l'a bien analysé le professeur Jim de Wilde, de l'Université Western, elles ont permis à l'économie du Québec un rythme de «globalisation» plus rapide que celui du reste du Canada.

Ce modèle de développement économique de l'appareil d'État, si décrit, et à la République fédérale d'Allemagne, tant l'action de la Caisse de dépôt et de placement est semblable à celle des banques japonaises et allemandes. Un GATT plus fort se penchera inévitablement sur ces questions des investissements et des grands conglomerats industriels liés à l'État.

Un grand objectif du Québec à ces négociations multilatérales devrait être l'amélioration de l'accès aux marchés publics étrangers, qui achètent beaucoup dans certains secteurs où ses industries ont de grandes forces: transport urbain, télécommunications, aéronautique, services de génie.

Le Canada a proposé de mettre sur pied une nouvelle organisation internationale du commerce pour gérer les accords sur les nouveaux sujets et l'accord général révisé, les codes sur les règles commerciales (subventions, marchés publics), les accords sur les services, la propriété intellectuelle et les investissements. Cette organisation pourrait aussi collaborer avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale pour harmoniser les politiques commerciales, financières et monétaires dont l'économie mondiale a grand besoin.

L'excellent travail des fonctionnaires canadiens permet aux dirigeants politiques de se présenter à la table avec des dossiers bien montés. Mais rien ne peut remplacer à ce moment-ci le leadership politique.

Le Canada est à une période délicate de son histoire. Ses divisions internes sont connues de tous. Et son image d'acteur indépendant est diminuée par son association étroite avec les États-Unis. Sa diplomatie doit être très active pour rappeler que Washington, malgré l'ALE, ne parle pas au nom du Canada. Ottawa doit exploiter son statut de puissance moyenne; cela représente un avantage comparatif important dans un tel forum.

Après l'échec de Meech et le renforcement des forces régionales au pays, les ratées de l'ALE liées à sa politique fiscale et monétaire irresponsable, décriée maintenant par ses meilleurs alliés du Conseil économique du Canada et le Conference Board, Ottawa doit arriver avec une vision intégrant ses objectifs économiques internes et ses ambitions extérieures. Il doit avoir une idée précise de la place du Canada dans le monde.

— FIN —

Même le dictionnaire banalise la violence conjugale!

Les drames familiaux, la violence conjugale, vous connaissez? Qui n'en a pas entendu parler? La télévision, les journaux, la radio en rapportent des cas... et même les dictionnaires que nous consultons tout bonnement pour vérifier l'emploi d'un mot.

En cherchant une conjonction, un adjectif, un nom banal ou un verbe commun, on en vient à se demander s'il était vraiment nécessaire pour l'illustration des différents contextes d'un mot d'y faire entrer... de la violence.

Serait-ce que les dictionnaires, tournés d'abord vers «le bon usage» linguistique, peuvent faire abstraction des messages que véhiculent leurs énoncés? À vous de juger!

«J'aime mieux te voir crêlée que de te voir à un autre.» (Mol.)

«Il faut mourir, la belle, ou être à moi!... La tombe ou mon lit!» (Hugo)

«Cette main... étendit toute grande sur elle la menace de sa quintuple pince de chair musculeuse.» (Pergaud)

Après les menaces, les supplications: «Elle rampait vers lui, ses cheveux dénoués, ses mains jetées en avant, plus suppliante encore que ses yeux pâlis d'angoisse.» (Bernanos)

Un acte se produit:

«Lorsqu'elle avait le malheur de se plaindre, Trimault la rembarrait.» (Dabit)

«Il se ruait sur sa femme pour la faire taire.» (Zola)

«Il lui avait pris le poignet... et il le serrait si violemment qu'elle se tut.» (Maupass.)

«Je l'ai vu rouer sa négresse de coups de cravache, la jeter par terre, la trépaner.» (Daud.)

«Il regrettait le temps où elle râlait en silence.» (Sartre)

Des réactions de la part de la conjointe?

«Il me plaît d'être battue.» (Mol.)

«Une femme dont l'humeur incohérente faisait succéder une pluie de baisers à un déluge de coups.» (Maupass.)

Certaines perdent la vie:

«Il y avait des ecchymoses autour du cou de Clara. Il avait dû l'étrangler.» (Marat du G.)

«Oui, morte! Elle me résistait, je l'ai assassinée.» (Dumas)

Enfin, le côté moralisateur de ces histoires:

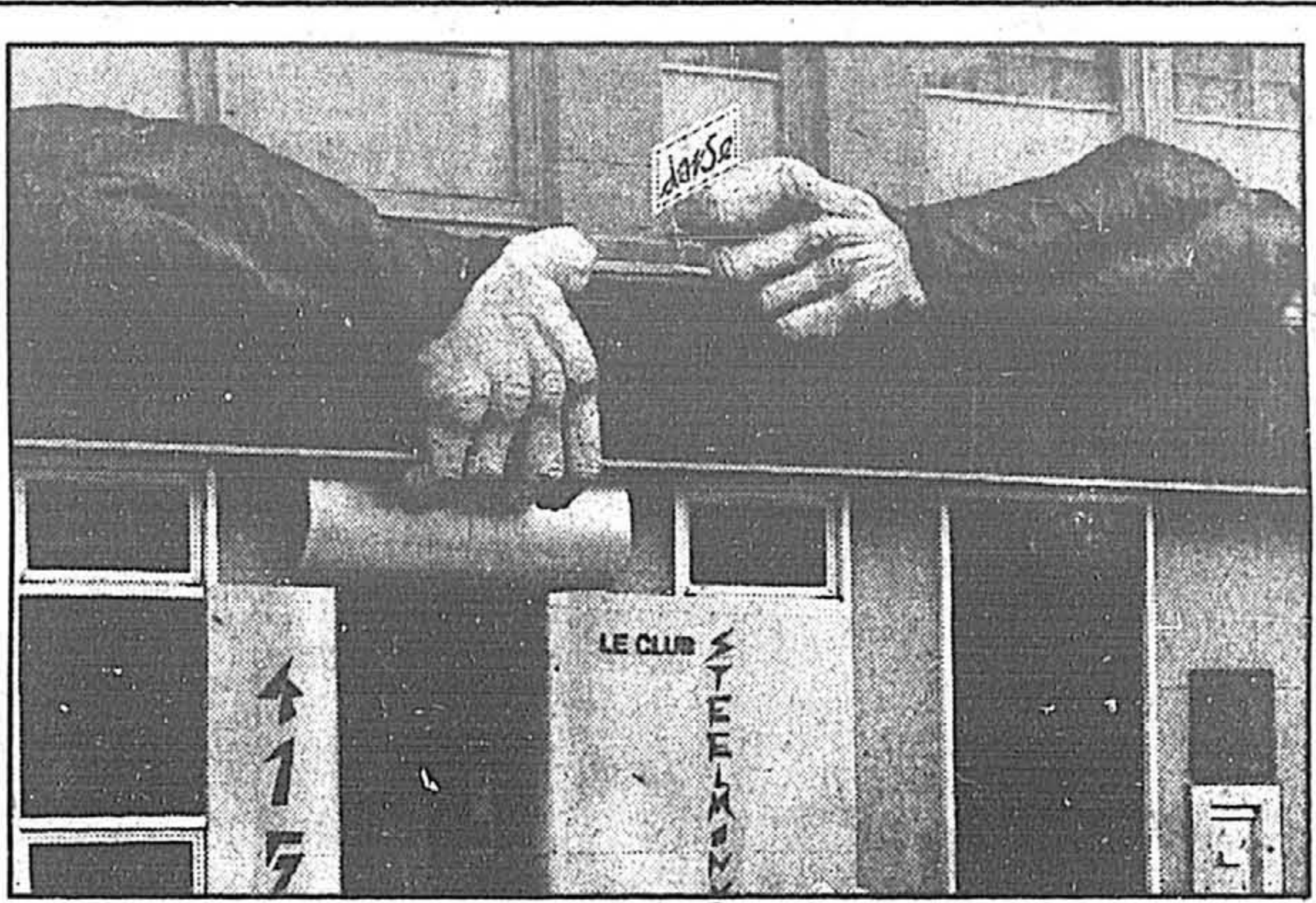
«On ne doit jamais manquer sa femme quand on veut la tuer.» (Balzac)

Plusieurs questions surgissent. S'agit-il là des meilleurs exemples de la littérature pour illustrer l'emploi d'un mot? Et quelle littérature a été recensée? Existe-t-il un code d'éthique auquel doivent se soumettre les lexicographes? Comment peut-on ignorer une telle banalisation de la violence?

Parents, enseignantes, enseignants, vous souvenez-vous du sérieux que revêtait votre visage la première fois que vous avez parlé d'un dictionnaire aux enfants? Comment répondez-vous à leurs questions maintenant? Changer de dictionnaire? Et si l'autre était pire encore? Ne vaudrait-il pas mieux tout simplement remettre en question la méthodologie de ce type d'ouvrage? Et, qui sait, commencer à imaginer ce que serait un dictionnaire soucieux d'offrir d'autres modèles féminins et masculins?

Céline LABROSSE
Étudiante en linguistique
à l'Université Laval

(1) Ces citations sont tirées du *Petit Robert* (1989).



La Main, une jungle...

Pour moi qui l'habite encore, la Main représente cette partie de la ville entre Mont-Royal et l'avenue des Pins. Une rue de bouffes, d'odeurs, d'ateliers, de manufactures, d'artisans, de commerces qui ont pignon sur rue depuis fort longtemps.

Il est normal qu'un quartier évolue, qu'il y ait des changements. Il était normal de voir un marchand de légumes d'origine grecque remplacé par un marchand de légumes d'origine portugaise. L'on s'est aussi habitué à des changements plus radicaux: lorsque le «Crocodile» est apparu, on a tous été très éblouis par la «brillance» du nouveau bâtiment. Lorsque du jour au lendemain certaines portes apparemment sans importance changent de couleurs (Circus, Rockaway et combien d'autres), on n'est pas trop surpris. Mais quel choc lorsqu'un beau matin, en sortant faire ses courses, on voit sortir d'un immeuble (qui fut jadis ma banque) les deux bras de King Kong... Difficile d'expliquer à l'enfant: «Non, non ce n'est pas le zoo du parc Lafontaine»...

Monsieur le Maire, la Main est devenue un immense bar. Il n'appartient plus aux gens du quartier, il appartient à la nuit... La nuit des crocodiles chromés, des singes métallisés et, bientôt, des rats, des loups, des ornithorynques peut-être...

Cette faune se véhicule en voiture et, naturellement, se stationne. Alors le moindre mètre carré devient une denrée rare et là, c'est la jungle. Se «débar-

asser» de l'auto devient une obsession: borne fontaine, entrée de garage, coin de rue, rien n'est respecté. Et ces voitures possèdent des systèmes d'alarme, parce qu'ils savent, ces touristes de la nuit, que le quartier n'est plus sûr. Souvent ces alarmes hurlent devant chez moi pendant que leur propriétaire s'amuse. Et lorsque l'on vient reprendre ledit véhicule, quoi de mieux qu'une petite pisse sur le mur de la maison. Ou une petite bousculade avec les copains avant de prendre la route pour aller dormir chez soi, loin de la «Main-jungle», loin de la planète des singes.

Monsieur le maire, de grâce mettez un stop à l'envahisseur. Il faut lui couper les bras au sens propre et figuré. Entre nous, c'est bien jolli de transformer nos parcs, à forts frais d'ailleurs. Mais pour améliorer la qualité de vie du quartier, il faut s'attaquer au contenu et non seulement au contenant.

Nous apprenions avec joie, de Monsieur Michel Prescott, notre conseiller municipal, qu'il y avait un gel d'émission de permis de bar sur la Main et ce, pour une période de six mois. Le temps d'étudier... Mais pour vous convaincre de la nécessité permanente de ce moratoire, il ne vous sera pas nécessaire de procéder à des études interminables. Il suffit de marcher dans le quartier, de préférence un vendredi de pleine lune entre minuit et trois heures du matin...

Jacques LAVOIE
Montréal

L'armée se défend bien d'avoir manipulé l'information

Officier principal d'affaires publiques des Forces canadiennes pour la région du Québec, le major MacDonald commente ici un récent article de notre collaboratrice Francine Pelletier.

JOHN PAUL MACDONALD

J'aimerais fournir quelques précisions au sujet de l'article de Francine Pelletier, «Le Culte de l'armée», du samedi 20 octobre. Citant des échanges entre journalistes et invités au colloque de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec et l'Association canadienne des journalistes, elle prétend que: «...les images transmises le soir à nos réseaux de télévisions étaient souvent des images prises, non pas par les journalistes de ces réseaux, mais par l'armée...»

En réalité, parmi les centaines d'heures de reportages télévisés pendant les 74 jours de la crise autochtone, un total de trois heures d'images a été offert aux journalistes des réseaux pour compléter et non pour remplacer leurs propres images. Ces images montraient généralement des endroits où les journalistes n'étaient pas autorisés à se rendre. Ils avaient le choix de s'en servir ou pas.

Toujours selon Mme Pelletier, l'armée serait intervenue à plusieurs reprises auprès des médias pour empêcher la diffusion de certaines images les impliquant... Or l'armée n'est JAMAIS intervenue auprès des médias pour empê-

cher la diffusion des images tournées par ceux-ci. La vérification de la nourriture livrée au centre de désintoxication était un fait connu et même expliqué à plusieurs reprises par les porte-parole de l'armée. Des images de ces vérifications étaient passées aux réseaux.

À l'exception des images de la mitrailleuse pointée vers le centre de désintoxication — images qui, je l'admets, auraient dû passer en ondes et qui n'ont pas été diffusées à cause d'une initiative mal guidée d'un subalterne —, les cassettes remises à la télévision étaient passées telles quelles sans aucune censure. Nous n'avions même pas l'équipement sur place pour réviser ces cassettes.

Mme Pelletier cite M. Alain Picard, de la télévision de Radio-Canada, prétendant que l'armée aurait contrôlé et manipulé l'information. Il est intéressant de noter que ces mêmes accusations, basées sur des faits erronés, ne parviennent pas des médias de la presse écrite, de la radio ou même d'autres chaînes de télévision que Radio-Canada. Sauf erreur, pour manipuler, il faut deux personnes: celui qui manipule et celui qui se laisse manipuler. Je ne pense pas, quoiqu'en dise Mme Pelletier, que le «culte» de l'armée était tel que des centaines de journalistes auraient violé le code de déontologie de leur profession.

Les journalistes expérimentés connaissent très bien la «partie» qui se joue continuellement entre eux et les relationnistes. Une certaine méfiance de la part des journalistes est de rigueur

dans ces rencontres, comme moi et mes collègues l'avons constaté pendant nos semaines à Oka et Kahnawake. Se pourrait-il que ni les journalistes ni le public n'étaient prêts à une telle transparence de la part de l'armée pendant cette crise? La communauté journalistique n'était peut-être pas habituée à autant de franchise de la part d'un organisme de «l'État» (pour emprunter l'expression employée par la FPJQ et l'ACJ dans le cadre de leur atelier «Les médias et l'État»).

J'admets que notre approche à initialement surpris plusieurs journalistes. Pourtant, je ne crois pas que nous aurions pu profiter de cette surprise et maintenir pendant 74 jours une campagne de manipulation, voire de «désinformation» sans être découverts.

Notre plan d'information publique était fondé sur le plus simple des principes: la responsabilité. Les actions prises par l'armée, individuellement ou collectivement, du simple soldat au général, qu'elles aient été correctes ou erronées, devaient être expliquées en public. Toute question posée par le public devait recevoir la réponse la plus franche et la plus complète dans les plus brefs délais possibles, dans le cadre d'une opération militaire. Évidemment, nous n'étions pas parfaits. Pourtant, quand cela allait mal, nous étions aussi disponibles aux médias que quand cela allait bien.

Franchise et respect mutuel égaient-ils manipulation? Où ne se traduisent-ils pas plutôt par crédibilité? Mme Pelletier devrait prêter foi à ses collègues.



Une caricature éloquent

Bravo à Girerd pour sa caricature en première page à l'occasion de la bénédiction de la cathédrale de Houphouët-Boigny, qui a coûté un demi-milliard de dollars. La réplique de l'enfant africain: «On mange quand?» est d'un réalisme éloquent. Mon sentiment est que cette formidable caricature vaut 3 conciles, 15 synodes, 50 réunions de la Congrégation pour la doctrine de la foi. Un tel message dans son impitoyable brièveté est de nature à confondre les stratèges du Vatican.

Le seul fait que le Pape accepte de bénir cette cathédrale est la preuve qu'il cautionnait cette construction érigée au détriment d'un peuple qui se meurt de faim. Bref, l'Histoire se répète. Encore une fois, l'Église est du côté du pouvoir.

Paul-E. GILBERT, m.d.
Saint-Jérôme

Caplan-Duval

ENTREPÔT DE LIQUIDATION

Notre magasin de la Plaza Côte-des-Neiges
liquide le stock en surplus

Économisez jusqu'à 70%

NORITAKE			ROYAL DOULTON		ROYAL DOULTON		VAISSELLE	
Modèle	Nombre de pièces	Prix Caplan-Duval	FIGURINES FINS DE SÉRIES		Saucière avec support		Aynsley	
Carnegie	92	2,005\$	Économisez 50%		25\$		Economisez jusqu'à 70%	
Gold & Sable	92	2,346\$			25\$		Economisez jusqu'à 60%	
Lady Eve	94	2,010\$			25\$		Economisez jusqu'à 60%	
Pacific Majesty	94	2,346\$			25\$		Economisez jusqu'à 60%	
Spectrum	92	700\$			25\$		Economisez jusqu'à 50%	
Économisez 50% sur des ensembles de 92 pièces sélectionnés					Plats			
					Légumier sans couvercle			

PIÈCES PLAQUÉES ARGENT Fabriquées en Angleterre Plateaux Valeur 70\$ Solde 24,99 Gobelet Valeur 12,99\$ Solde 6,49 6 verres à thé sur plateau Valeur 100\$ Solde 33,99	PIÈCES DÉPARÉILLÉES Assiette 2\$ Bol à soupe 2\$ Chopes à partir de 99¢ Assiette à salade 1,50\$	ROYAL WORCESTER EVESHAM et VALE <i>Sélection complète à prix spécial</i>	COUTELLERIE EN ACIER INOXYDABLE <i>Économisez</i> 50% et plus sur une grande sélection de services dépareillés
---	---	--	--

COUTELLERIE PLAQUÉE ARGENT		CRISTAL		LITERIE		CRISTAL	
Pièces dépareillées variées		Waterford Economisez jusqu'à 50%		Ensembles de draps 100% flanelle de coton À partir de 39,99\$		Cristal de qualité provenant de France, d'Allemagne et de Tchécoslovaquie. Economisez jusqu'à 50%	
À partir de 4,99		Zwiesel Economisez jusqu'à 50%		Édredons en percale Wamsutta À partir de 49,99\$			
		Stuart Economisez jusqu'à 60% et plus					

Caplan-Duval
VOTRE CENTRE DE LIQUIDATION POUR NOËL!

PLAZA CÔTE-DES-NEIGES
6700, Côte-des-Neiges
(bail prolongé)

Le Monde

La travailliste Gro Harlem Brundtland formera le nouveau cabinet norvégien

d'après Reuter et AFP
OSLO

■ Le chef du Parti travailliste, Mme Gro Harlem Brundtland, a indiqué hier qu'elle allait former le nouveau gouvernement norvégien après la chute lundi du gouvernement de coalition de centre droit du premier ministre conservateur Jan P. Syse.

Mme Brundtland s'est rendue au Palais Royal pour se voir confier officiellement la charge de former le nouveau gouvernement par le prince héritier Harald, à la tête du royaume pendant la maladie de son père le roi Olav.

A 51 ans, elle va ainsi devenir premier ministre pour la troisième fois. En 1981 elle n'avait tenu le poste que sept mois avant d'être remplacée par le conservateur Kaare Willoch auquel elle a succédé en 1986. Battue aux élections de septembre 1989, elle avait cédé la place à la coalition de centre droit

dirigé par M. Syse — qui n'est resté qu'à peine plus d'un an à la tête du gouvernement.

Les travaillistes sont la première formation représentée au Storting (parlement) avec 63 sièges sur 165. Ils y sont cependant minoritaires et Mme Brundtland n'a accepté ses nouvelles fonctions qu'après que les centristes eurent assuré qu'ils ne soutiendraient pas un nouveau gouvernement de centre droit, ou uniquement conservateur.

Les centristes, membres du précédent gouvernement, ont provoqué sa chute en refusant de soutenir les conservateurs, favorables à une adhésion à terme à la CEE, sur leur politique européenne.

Les travaillistes accordent la priorité aux actuelles négociations entre la CEE et l'Association européenne de libre échange (AEE), dont fait partie la Norvège, sur la création d'un espace économique européen. «L'adhésion à la CEE n'est pas (notre) but dans ce processus», a indiqué Mme Brundtland.

Maggie contre-attaque et défend sa politique des « intérêts nationaux »

Agence France-Presse
LONDRES

■ Le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, a vigoureusement défendu hier sa politique européenne, en réitérant son opposition totale au projet de monnaie unique au nom des droits « traditionnels » du parlement britannique à défendre les « intérêts nationaux ».

Mme Thatcher, qui rendait compte du sommet de Rome à la Chambre des Communes, a reproché à ses partenaires de la Communauté de « trouver plus difficile de prendre des décisions urgentes et détaillées que de discuter de concepts à plus long terme ». Elle a notamment accusé la France et l'Allemagne

de vouloir « rouvrir la porte à une Europe fédérale ».

Accusée par l'opposition d'être « isolée » sur l'union monétaire et économique, elle s'est déclarée prête à « coopérer complètement (avec l'Europe) en tant qu'État-nation avec son propre parlement et avec les onze autres pays au sein de la Communauté européenne ».

« La Grande-Bretagne a l'intention de participer aux futurs développements politiques, économiques et monétaires de la CEE. Lorsque nous en viendrons à négocier des points particuliers, plutôt que des concepts et des généralités, je crois que des solutions seront trouvées qui permettront à la Communauté d'aller de l'avant à Douze ».

VRAI Casino

STADE OLYMPIQUE

TOUS LES PROFITS SERONT VERSÉS AU
CENTRE DE PROMOTION DE
L'INDUSTRIE AGRICOLE ET
ALIMENTAIRE DU QUÉBEC

En collaboration avec:
Gouvernement du Québec
Ministère de l'Agriculture,
des Pêcheries et de l'Alimentation

80 TABLES de BLACK JACK
ROULETTES FRANÇAISES
ROUES de FORTUNE "ARGENT" "PONEY"

du 26 oct. au 4 novembre 1990
de 13h à 2h am
Admission 7\$

SAVA PUREMENT CAPTIVANT!

SALON AGRICULTURE VINS & ALIMENTATION
27 OCTOBRE AU 4 NOVEMBRE
STADE OLYMPIQUE
10H À 22H (DIMANCHE 20H)

ADMISSION
Généraliste 7,00\$
Étudiants et Âge d'Or 5,00\$
Enfants 6 à 12 ans 2,50\$
Enfants de moins de 6 ans Gratuit
Prix spéciaux pour groupes (20+)

Achetez Maintenant

PAYEZ SEULEMENT EN 1991

- CHÊNE
- MÉLAMINE
- STRATIFIÉ
- ARMOIRES GARANTIES 5 ANS
- SERVICE DE DESIGNER
- DESSINS INFORMATISÉS

AVEC MKS
ÉVITEZ LA T.P.S.

INSTALLATION AVANT NOËL 1990

(sujet à approbation du crédit)
Léger dépôt requis



CUISI BOUTIQUE
le plus grand réseau de détaillants
d'armoire de cuisine au Québec

ANJOU
7079, Beaubien est.
8025-1, boul. Taschereau O.
DRUMMONDVILLE
Mail Super Carrefour
565, boul. St-Joseph
1383, rue Colard
LAVAL
2113, boul. Le Carrefour
LONGUEUIL
3575, chemin Chamblay
POINTE-CLAIRE
Place Grill
3549, boul. St-Charles
REPERTIGNY
350, Notre-Dame
SAINT-HYACINTHE
750, boul. Casavant
SAINT-JEAN
418, boul. du Séminaire Nord
TERREBONNE
1011, boul. des Seigneurs
VAL-D'OR
151, rue Perrault

SAVA (514) 445-4420
(514) 493-0971
(514) 474-7515
(514) 363-4113
(514) 682-6040
(514) 442-9666
(514) 630-0892
(514) 582-1006
(514) 773-1343
(514) 349-2840
(514) 964-1313
(514) 925-6258

Le SPD accuse les partis au pouvoir à Bonn de s'être approprié l'héritage du stalinisme

d'après Reuter et AFP
BERLIN

■ Le Parti social-démocrate (SPD, opposition) a accusé hier les partis au pouvoir à Bonn de s'être appropriés des capitaux et des biens de l'ancien régime communiste est-allemand.

À cinq semaines des élections interallemandes, le SPD a demandé l'ouverture d'une enquête sur les fonds que l'Union chrétienne-démocrate (CDU) du chancelier Helmut Kohl et le Parti libéral-

démocrate (FDP) ont obtenu à l'Est.

«L'héritage du stalinisme est allé à la CDU et au FDP aussi bien qu'aux communistes», a déclaré devant le Bundestag la responsable de la gestion du SPD.

Lors du processus d'unification, la CDU et le FDP ont absorbé de petits partis est-allemands, partenaires du régime communiste pendant 40 ans, ainsi que leurs biens. Le SPD estime que ceux-ci auraient dû être abandonnés.

Par ailleurs, un ancien dirigeant du parti communiste rénové allemand (PDS) a accusé hier le président de cette formation, Gregor Gysi, d'avoir été très vraisemblablement au courant du détournement d'une part de la fortune du parti, estimée à au moins deux milliards de marks (1,3 milliard de dollars).

«Je ne peux pas m'imaginer qu'il n'ait pas su cela», a déclaré Bernd Meier, exclu samedi dernier du présidium de douze membres qui dirige le Parti du socialisme démocratique (PDS). Le PDS, l'un des partis les plus riches d'Europe, a succédé au SED d'Erich Honecker qui a dirigé la RDA pendant 40 ans.

M. Gysi a jusqu'ici nié avoir été informé du détournement de fonds (107 millions de marks, dont trois membres du PDS ont assumé la responsabilité. Le trésorier et vice-président du parti, Wolfgang Pohl, ainsi que son adjoint Wolfgang Langnitschke, ont été placés en détention préventive par le parquet de Berlin. Un autre responsable présumé, Karl-Heinz Kaufmann, se trouve à Moscou.

Le procureur Volker Kaehne, qui enquête sur l'affaire, a souligné lundi soir à la télévision que la fortune du parti était «sans doute largement supérieure» à deux milliards de marks.

Selon M. Gysi, la fortune du parti se compose d'un parc immobilier estimé «selon les règles comptables de la RDA» à 1,5 milliard de marks, à quoi il faut ajouter des liquidités de quelque 500 millions de marks (moins les 107 millions détournés) et des créances d'environ 250 millions de marks.

Le vice-président du PDS, André Brie, a chiffré pour sa part la fortune du PC à 4 milliards de marks (2,58 milliards de dollars), expliquant que la valeur des biens immobiliers avait considérablement augmenté depuis l'unification allemande le 3 octobre.

Le livre de Perrault sur Hassan II irrite Chirac

Reuter
PARIS

■ Le RPR (néo-gaulliste) de Jacques Chirac a demandé au gouvernement français de sauvegarder les «rapports privilégiés» franco-marocains mis à mal, selon ses dirigeants, par un livre de l'écrivain Gilles Perrault sur le régime du roi Hassan II.

Dans son livre «Notre ami le roi», l'auteur accuse Hassan II de mener une politique de répression systématique contre l'opposition dans son pays.

«Alors que tous les efforts possibles doivent être déployés pour maintenir ou rétablir à leur rang traditionnel les relations de la France avec le monde islamique, le Rassemblement pour la République observe avec inquiétude les coups portés à l'amitié franco-marocaine», déclarent Jacques Chirac, président du RPR, Bernard Pons et Charles Pasqua, responsables des groupes parlementaires du mouvement dans un communiqué.

Pour les dirigeants du mouvement néo-gaulliste, «rien ne saurait justifier une atteinte à la liberté d'expression».

Mais, selon eux, «le respect du à la personne d'un souverain qui incarne son peuple aux yeux du monde» et la fidélité au souvenir des Marocains qui ont combattu pour la France «commandent aux pouvoirs publics d'élever la voix, sauvegarder les rapports privilégiés que l'histoire a forgés entre le Maroc et la France».

Une centaine d'opposants interpellés en Côte d'Ivoire

d'après AFP
ABIDJAN

■ Une centaine de militants du Front populaire ivoirien (FPI, opposition) ont été interpellés à Abidjan depuis le scrutin présidentiel de dimanche, a affirmé hier un responsable de ce parti.

Ces militants ont été conduits à la caserne Gallieni, siège de l'état-major de l'armée, où certains ont subi des mauvais traitements, selon Me Emile Boga, l'avocat du FPI. Les interpellations se poursuivaient hier, a-t-il ajouté.

Le FPI s'appropriait hier à déposer une requête en annulation du scrutin auprès de la Cour suprême, a indiqué Me Boga.

Le quotidien pro-gouvernemental Fraternité Matin a indiqué hier qu'une «cinquantaine de casseurs du Front populaire ivoirien» du professeur Laurent Gbagbo avaient été arrêtés lors du scrutin dans des divers quartiers d'Abidjan.

Dimanche, des militants du FPI avaient détruit plusieurs dizaines d'urnes, qui avaient été, selon eux, «bourrées» de bulletins en faveur de M. Félix Houphouët-Boigny avant le début du vote, notamment dans les quartiers populaires d'Abobo et de Yopougon.

Des journalistes de l'AFP avaient constaté dimanche soir qu'au moins une trentaine de personnes avaient été interpellées et étaient retenues dans deux commissariats d'Abidjan.

Le ministre de l'Intérieur, M. Léon Konan Koffi, a déclaré lundi soir à la télévision que «les bandes fanatisées de M. Gbagbo, surexcitées et entraînées par les appels à la haine de leur leader, ont parcouru les quartiers d'Abobo, Yopougon et Koumassi, semant la terreur, proférant des menaces et se livrant à des destructions».

Le ministre ivoirien de l'Intérieur Leon Konan Koffi a accusé Laurent Gbagbo de perturber l'ordre en Côte d'Ivoire.

DÉPÊCHES

LIBAN

Forces libanaises

■ Les Forces libanaises (FL) chrétiennes ont accepté hier soir de se retirer de Beyrouth, ce qui porte à sept le nombre des milices qui ont officiellement accepté le plan de réunification du Grand Beyrouth. Le Grand Beyrouth sera contrôlé par les armées libanaise et syrienne. «Nous sommes heureux d'annoncer une bonne nouvelle aux Libanais qui ont soif de paix. Les Forces libanaises ont répondu (positivement) aux idées du gouvernement sur le Grand Beyrouth», a déclaré le ministre de l'Agriculture, Mohsen Dalloul, à l'issue de cinq heures d'entretiens avec le chef des FL, Samir Geagea.

HAÏTI

Armée et élections

■ Le haut commandement de l'armée haïtienne a réaffirmé, hier dans un communiqué, sa volonté «d'observer la plus stricte neutralité» lors des élections générales du 16 décembre prochain, et démenti toute «dissension» au sein des forces armées. Le haut commandement a par ailleurs apporté un «démenti catégorique aux informations tendant à faire croire que les forces armées appuieraient un parti politique ou un candidat». Le communiqué du haut commandement dément toute «dissension» entre le haut commandement et les échelons d'exécution, estimant que ces «allégations fantaisistes n'ont d'autre but que de créer la confusion et faire planer des doutes sur l'institution».

Avis:

Les nouveaux propriétaires d'une Volkswagen Diesel 1991 sont priés d'arrêter de venir faire vérifier leur jauge d'essence. Il est tout à fait normal que l'aiguille baisse aussi lentement.



Golf Diesel 11 390 \$*



Jetta Diesel 13 990 \$*

La Golf Diesel et la Jetta Diesel consomment 5, L/100 km (56 mi/gal.) sur l'autoroute et 6,5 L/100 km (44 mi/gal.) en ville**. Une consommation moyenne qui pourrait très bien vous permettre d'économiser jusqu'à 44 % de carburant par kilomètre! Aucune autre voiture de la même catégorie qui carbure à l'essence n'arrive à se comparer à ces résultats. Il est donc tout à fait normal que les nouveaux propriétaires de nos modèles diesel soient un peu surpris au début! Bonne route!

*Prix des modèles de base 1991, transport, frais de préparation et taxes en sus. Les concessionnaires peuvent offrir des prix moindres.
**Résultat de tests effectués par Transport Canada.

Les concessionnaires
Volkswagen
du Grand Montréal



Automobiles E. Lauzon Inc.
1384, boulevard Labelle
Blainville
430-1460

Intermonde Auto Inc.
20, boulevard Industriel
Châteauguay
698-2261

Chambly Automobiles Inc.
335, boulevard Taschereau
Greenfield Park
671-7238

Automobiles G.M.F. Ltée
3050, boulevard St-Charles
Kirkland
694-1378

Les Automobiles Autohaus Ltée
1855, avenue Dollard
Lasalle
364-2753

Arbour Automobiles Ltée
700, boulevard des Laurentides
Laval
382-2731

Vialle Automobiles Inc.
400, boulevard Roland-Therrien
Longueuil
679-0890

Automobiles A. Bélanger Inc.
118, Montée Masson
Mascouche
474-2428

Nordest Volkswagen Ltée
10395, boulevard Pie IX
Montréal
325-3422

Les Automobiles Popular Inc.
5441, rue St-Hubert
Montréal
274-5471

Automobiles Place de Bleury Inc.
2144, rue Bleury
Montréal
845-8267

Les Automobiles En Route Inc.
13255, rue Sherbrooke Est
Pointe-aux-Trembles
642-6242

Automobile André Rivest Inc.
839, rue Notre-Dame
Repentigny
585-1700

Les Automobiles Niquet Inc.
1905, boul. Sir Wilfrid Laurier
St-Bruno
653-1553

Butz Automobiles Inc.
421, boulevard Sauvé
St-Eustache
627-4466

Automobiles Rimar Inc.
5500, boul. Métropolitain Est
St-Léonard
253-4988

Antilles Automobiles Inc.
649, chemin Larocque
Valleyfield
371-5563

Automobiles Sabric Inc.
125, rue Aimé Vincent
Vaudreuil
455-7941

Campbell & Cameron Inc.
4050, avenue Verdun
Verdun
767-9173

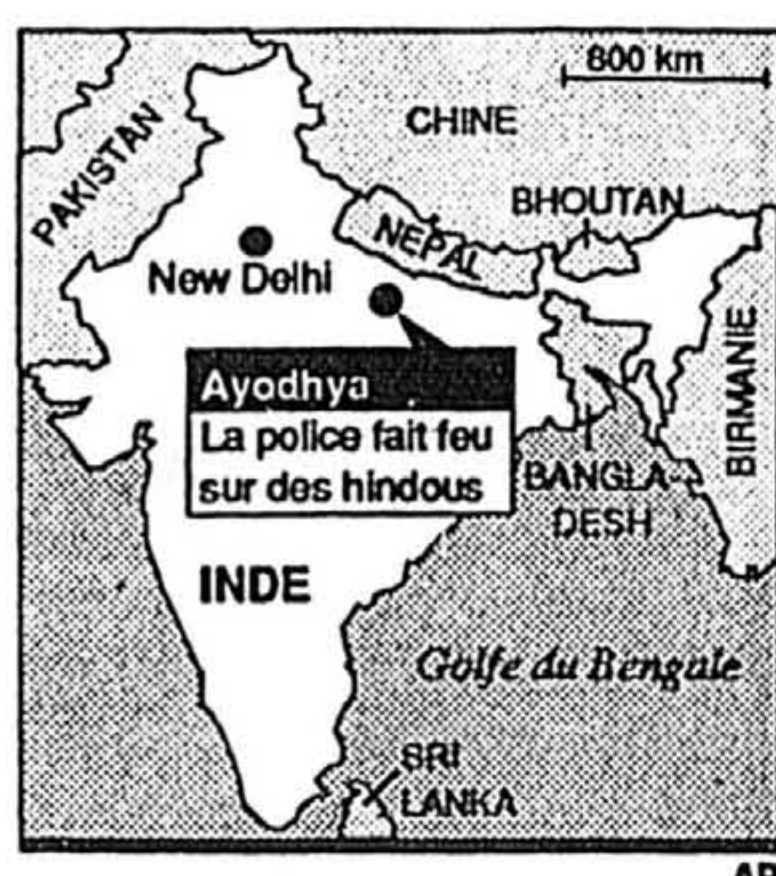
Auto Hamer (1979) Ltée
5905, rue Transcanadienne O.
Ville St-Laurent
748-6961

Six morts et des centaines de blessés à Ayodhya

Les émeutes religieuses ont fait 21 victimes dans toute l'Inde

d'après Reuter et AFP

AYODHYA



At moins 21 personnes ont été tuées hier à travers l'Inde lors d'émeutes religieuses, comme à Ayodhya où les forces de sécurité ont repoussé plusieurs assauts lancés contre une mosquée par des milliers d'hindous.

Les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur les hindous qui s'attaquaient à l'imposant cordon de sécurité déployé autour de la mosquée d'Ayodhya, tuant au moins six personnes et en blessant des centaines d'autres, ont déclaré les autorités.

Environ 700 militants hindous ont tenté de s'introduire dans la mosquée mais ont été repoussés par la police, selon des témoins.

Une cinquantaine d'hommes, conduits par des dignitaires religieux nus et couverts de cendres, ont réussi à grimper sur l'un des trois dômes de la mosquée et se sont livrés à des déprédations avant d'être délogés.

Les hindous veulent construire un temple à l'emplacement de cette mosquée du XVIe siècle située dans le nord de l'Inde, dans l'état d'Uttar Pradesh, car il s'agit selon eux du lieu de naissance du dieu hindou Rama.

Les habitants hindous d'Ayodhya sont descendus dans les rues par milliers, défiant le couvre-feu, pour acclamer et soutenir les assaillants de la mosquée.

Après les déclarations télévisées du premier ministre Vishwanath Pratap Singh et du ministre de l'Intérieur Mufti Mohammed Sayeed affirmant que la mosquée était intacte, des milliers de manifestants, dont des «sadhus», les ermites hindous, ont déclaré: «Le gouvernement ment, nous le prouverons demain».

«Nous continuerons à manifester jusqu'à ce que les musulmans soient chassés et leur mosquée rasée», a déclaré Swamy Narang Dev, un prêtre hindou fondamentaliste.

Lors d'autres violences opposant hindous et musulmans, 12 personnes ont trouvé la mort dans l'état de Goudjerat, deux dans le Madhya Pradesh, une dans l'Andhra Pradesh et une autre dans le Karnataka.

L'armée indienne avait été placée en état d'alerte dans la plupart des régions du pays. Le couvre-feu a été décrété dans de nombreuses villes.

Le premier ministre Vishwanath Pratap Singh, en butte à une rébellion de son propre parti sur sa politique en matière de religions et de castes, a proposé hier de démissionner.

«Ce qui est le plus cher à mon cœur est que le pays soit sauvé. (...) et que les classes socialement opprimées et économiquement



Environ 700 militants hindous ont tenté de s'introduire dans la mosquée Ayodhya, hier, mais ils ont été repoussés par les forces de l'ordre.

PHOTO CP

exploités trouvent une place dans la définition et la direction de la destinée de notre pays», a écrit le premier ministre dans une lettre au président de son parti, le Janata Dal.

«Si des membres du parlement estiment que le changement de direction permettra de servir des objectifs plus élevés, je serais heureux de démissionner».

Des commentateurs politiques ont émis des doutes sur la sincérité de la proposition de V.P. Singh, qui a déjà présenté deux reprises sa démission en 11 mois de gouvernement quand il a ren-

contré des difficultés avec son parti.

L'arrestation la semaine dernière des dirigeants du parti fondamentaliste hindou Bharatya Janata (BJP), qui venait de retirer son soutien au gouvernement en place, est à l'origine des violences entre hindous et musulmans, qui

ont déjà fait plus de 100 morts.

Privé du soutien du BJP, V.P. Singh est quasiment certain d'être mis en minorité lors du vote de confiance qui doit intervenir le 7 novembre au parlement.

Par ailleurs, neuf personnes ont été tuées et douze autres bles-

sées lundi et mardi dans l'état du Jammu et Cachemire (nord de l'Inde) dans le cadre des affrontements liés aux revendications séparatistes des militants musulmans, a-t-on indiqué de source officielle. Plus de 1800 personnes ont péri depuis le début de l'année dans la vague de violence qui sévit dans le Cachemire.

Redoutant une attaque, Hussein met ses troupes sur le pied de guerre

Onze soldats américains tués lors d'accidents dans le Golfe

d'après Reuter, AFP et AP

NICOSIE

Le président irakien Saddam Hussein a mis hier ses forces sur le pied de guerre après avoir réaffirmé la veille à la télévision américaine qu'il était bien décidé à rester au Koweït.

Dans le Golfe, dix marins américains ont été tués lors de l'explosion d'une canalisation de vapeur dans la salle des machines de l'Iwo Jima. Un autre soldat a été tué, et trois blessés, quand leur jeep s'est retournée lors de manœuvres nocturnes en Arabie saoudite. Ce qui porte à 42 le nombre de militaires américains qui ont perdu la vie dans des accidents depuis le début de l'opération Bouclier du désert.

Redoutant apparemment une «éventuelle agression» de l'ennemi américain et de ses alliés dans les prochains jours, le président irakien a convoqué ses généraux à une réunion extraordinaire du haut commandement pour leur dire d'être en état d'alerte et de se préparer à des combats de rues au Koweït, rapporte l'agence INA.

Bush impatient

Pour sa part, le président George Bush a déclaré aux chefs de file du Congrès que sa patience diminuait et qu'il n'excluait pas l'option militaire contre l'Irak, mais il n'a pas donné l'impression qu'une attaque américaine était imminente.

Alors que l'administration américaine multiplie les déclarations de fermeté, semblant à la fois accentuer une guerre psychologique contre l'Irak et préparer l'opinion publique à une éventuelle guerre dans le Golfe, M. Bush a expliqué qu'il entendait pour l'instant poursuivre sa politique de sanctions et de démonstration de force par le déploiement militaire continu dans la région.

«Notre intention est toujours d'obtenir une solution pacifique», a déclaré son porte-parole Marlin Fitzwater, soulignant que la guerre n'était pas inévitable, comme le quotidien Los Angeles Times l'affirmait hier en citant un haut responsable américain. Le Times ajoutait que le déclenchement d'une offensive pourrait intervenir en décembre ou janvier, «et peut-être même plus tôt».

Baker en mission

M. Fitzwater a affirmé que le secrétaire d'Etat James Baker, qui se rend la semaine prochaine au Moyen-Orient et en Europe, ne discuterait pas avec les alliés des États-Unis d'un «calendrier spécifique» pour une éventuelle action militaire contre l'Irak, comme l'a affirmé le Los Angeles Times.

Baker rencontrera le ministre soviétique des Affaires étrangères, Edouard Chevardnadze, le 9 novembre, à

l'issue de son voyage. Les deux ministres discuteront principalement de désarmement, reprenant ainsi les discussions qu'ils avaient eues sur ce sujet début octobre à New York.

Lors d'une rencontre de plus d'une heure à la Maison-Blanche avec les chefs de file du Congrès, le président Bush a expliqué que «sa patience diminue» et qu'il aimerait voir les Nations unies accentuer leur pression contre Bagdad, a indiqué le sénateur républicain du Maine, William Cohen.

«Il n'exclut pas l'usage de la force», a déclaré le président de la commission des Affaires étrangères du Sénat, le démocrate Claiborne Pell, soulignant également que M. Bush était «très préoccupé» par la situation des otages américains en Irak et au Koweït. M. Fitzwater a également souligné que M. Bush était soucieux de la situation de l'ambassade américaine à Koweït, de la brutalité des forces irakiennes dans ce pays et du fait que l'Irak semblait vouloir rester le plus longtemps possible au Koweït.

«Le président a indiqué clairement qu'il pensait que l'Irak représentait une importante menace morale contre la société civilisée», a déclaré M. Fitzwater.

Hussein à CNN

Lundi soir, Saddam Hussein était apparu sur les écrans de la chaîne américaine CNN pour dire que Dieu était de son côté et que Bagdad ne se déroberait pas à la guerre pour conserver son empire sur le Koweït.

Le temps est en faveur de l'Irak, avait-il ajouté. «Nous pensons être du côté de la vérité et par conséquent du côté de Dieu, et comme Dieu est avec nous tout se révélera en notre faveur, car nul ne peut être vaincu en ayant Dieu à ses côtés.»

Son ministre des Affaires étrangères, Tarek Aziz, poursuit la ligne diplomatique. Il a réitéré mardi la volonté de Bagdad d'ouvrir le dialogue avec toute instance internationale ou arabe, à condition qu'elle n'ait pas de «desseins hostiles et prémédités».

Le chef de la diplomatie irakienne, cité par l'agence INA, a estimé que les propos des présidents François Mitterrand et Mikhail Gorbatchev, lundi à Paris, contenaient des «éléments positifs» concernant «le règlement pacifique des problèmes de la région et la reconnaissance qu'un lien existe entre eux, bien que cela ne soit pas dans le sens souhaité».

Les deux présidents avaient réaffirmé leur volonté de faire respecter par l'Irak les résolutions de l'ONU exigeant son retrait du Koweït et la libération de tous les otages, tout en se disant soucieux de poursuivre la recherche d'une solution pacifique «interarabe».

Comme pour bien montrer que la fermeté était toujours de mise, la France a élevé hier auprès de l'Irak une protestation officielle contre le blocus des ambassades étrangères à Koweït, qui l'a contrainte à rapatrier ses diplomates en poste dans l'émirat.



PHOTO REUTERS

Une auréole pour Gorbatchev

Mikhaïl et Raïssa Gorbatchev viennent d'accéder à la béatitude: leur effigie figure en effet au côté de celle des saints patrons de l'église du Sacré-Cœur de Terni, au nord de Rome, dans la mosaïque de marbre qui orne celle-ci. «Je les y ai mis parce que Gorbatchev est un grand homme. Il a abattu les murs de l'idéologie, il a résolu les conflits avec l'Eglise», a déclaré le frère Ugolino da Belluno, auteur de la mosaïque. Son oeuvre représente Raïssa Gorbatchev, en tailleur rouge, et son mari, vêtu d'un complet bleu, regardant le pape Jean Paul II avec un sourire serein. Au-dessus du trio, l'artiste a représenté le Christ et les apôtres réunis pour la Cène.

Le projet de conférence arabe: de quoi réjouir l'Irak et inquiéter les monarchies du golfe Persique

d'après AFP
MANAMA

Le projet d'une conférence arabe pour résoudre la crise du Golfe, évoqué lundi par le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev puis par le président irakien Saddam Hussein, ne peut que satisfaire Bagdad et inquiéter les monarchies arabes du Golfe, estiment les observateurs.

L'idée a été avancée par M. Gorbatchev au terme de sa visite à Paris. Lors d'une conférence de presse avec le président François Mitterrand, il a suggéré la tenue d'une conférence interarabe avec la participation de l'Arabie saoudite et à laquelle le président irakien pourrait se rallier.

La suggestion a été également formulée par M. Saddam Hussein qui, dans une interview à une chaîne de télévision américaine, s'est prononcé en faveur d'une «conférence entre arabes» pour «résoudre tous les problèmes en accord avec leurs propres conceptions et leur façon de voir les choses».

Ce projet n'avait fait l'objet hier matin d'aucune réaction officielle dans les monarchies du Golfe, mais leurs journaux — qui reflètent généralement le point de vue des autorités — ont condamné ce qu'ils considèrent comme «une manœuvre pour gagner du temps».

La cohésion arabe avait volé en éclats, le 10 août, lors du sommet extraordinaire du Caire: 12 pays seulement sur les 21 membres de la Ligue arabe avaient alors voté la résolution condamnant l'invasion du Koweït par les soldats irakiens.

La Syrie, l'Égypte et le Maroc ont par la suite dépêché des troupes en Arabie saoudite pour contrer l'Irak.

Toutefois, l'idée d'une conférence arabe peut trouver un écho favorable parmi ces pays, notamment auprès de la Syrie qui a toujours souligné son souhait de trouver une «solution arabe» à la crise.

En outre, la presse syrienne a

multiplié récemment les déclarations anti-américaines et souligné l'opposition de Damas «à une destruction de l'infrastructure militaire et économique de l'Irak». De son côté, la presse irakienne a totalement cessé depuis quelques jours ses attaques contre la Syrie.

Les journaux de Bagdad se déclarent en revanche contre «l'hégémonie des États-Unis qui cherchent à créer un nouvel ordre mondial». Al-Thawra, organe du parti Baas au pouvoir en Irak, a appelé hier à «l'établissement d'une nouvelle équation économique, politique et militaire qui puisse garantir les droits inaliénables de la nation arabe et lui restituer sa liberté et ses richesses».

Mais, selon les observateurs dans la région, une conférence arabe n'a de chance de succès que si elle est aussi appuyée par les États-Unis, qui ne s'étaient toujours pas prononcés hier en milieu de journée sur l'initiative de M. Gorbatchev.

Le Québec est contre une participation armée à une éventuelle guerre du Golfe

Contrairement au Canada anglais

La majorité des Canadiens en dehors du Québec appuieraient une participation du Canada dans une éventuelle guerre pour forcer l'Irak à se retirer du Koweït. Il en est tout autrement au Québec où à peine un tiers de la population serait en faveur d'une telle intervention. C'est ce qui ressort du dernier sondage réalisé conjointement par le Globe and Mail et CBC rendu public hier.

Rappelant les réticences du Québec lors des conscriptions de la Première Guerre et de la Deuxième Guerre mondiales, le sondage révèle que la solution de la guerre est toujours aussi peu populaire au Québec.

En effet, 56 p. cent des Québécois s'opposent à une intervention militaire canadienne dans le Golfe contre 36 p. cent qui y sont favorables. Dans le reste du pays, 50 p. cent des répondants approuveraient la participation canadienne à la guerre contre 40 p. cent qui s'y opposeraient.

Autre donnée significative du sondage Globe and Mail-CBC, les répondants de sexe masculin, dans l'ensemble du pays, sont en majorité d'accord avec une participation du Canada à la guerre contrairement aux femmes qui sont beaucoup moins en faveur d'une telle action militaire. Le sondage souligne que 58 p. cent des hommes (contre 36 p. cent) répondent «oui» à la participation de l'armée canadienne au conflit alors que 52 p. cent des femmes interrogées (contre 35 p. cent) disent «non» à la solution de force.

Dans l'ensemble du pays, 2259 adultes ont été interrogés entre le 15 et le 20 octobre, pour une marge d'erreur de 2,7 p. cent. Au Québec, 500 adultes ont été interrogés et la marge d'erreur est de 4,3 p. cent.

Les moines de Birmanie rédigent leur autobiographie sur l'ordre de la junte

d'après AFP
BANGKOK

■ La junte militaire au pouvoir en Birmanie a ordonné que tous les moines de Mandalay, dans le centre du pays, rédigent leur « autobiographie » et la remettent aux autorités, a annoncé hier Radio Rangoon captée à Bangkok.

La radio officielle précise qu'une dizaine de responsables des services d'immigration ainsi que trois assistants de l'université ont été chargés de rassembler les autobiographies dans cette ville considérée par les autorités comme un foyer de la dissidence religieuse.

La collecte a débuté hier dans l'ancienne capitale royale, où vivent 80 000 bonzes, et des moines de cinq monastères ont déjà remis leurs écrits, selon la même source.

La tension monte entre le gou-

Le parlement moldave a expulsé la plupart des Gagaouzes

d'après AFP
MOSCOU

■ Le parlement moldave a privé de leur mandat de parlementaires pour « activités anti-constitutionnelles » la presque totalité des élus des régions gagaouzes y siégeant, a-t-on appris hier auprès du Soviet suprême de Moldavie. Les autorités moldaves ont également décrété le couvre-feu dans les régions habitées par les Gagaouzes.

Selon un porte-parole du parlement local, joint au téléphone à Kichinev, la capitale de la République fédérée de Moldavie (sud-ouest de l'URSS), le vote sur l'expulsion de dix des treize représentants gagaouzes, une population d'origine turque convertie au christianisme orthodoxe, est intervenu à la fin de la semaine dernière.

« Ils ont été privés de leurs mandats parce qu'ils ne prenaient



pas part aux travaux parlementaires. Ils ne faisaient rien », a poursuivi le responsable du Soviet suprême.

Une situation tendue

L'agence TASS a précisé que des membres de la direction de la république de Gagaouzie, unilatéralement proclamée en août dernier et non reconnue par Kichinev, figuraient parmi les députés expulsés.

Citant le Soviet suprême moldave, l'agence officielle ajoute que les Gagaouzes sanctionnés « ignoraient les lois et résolutions du parlement (moldave), incitaient des citoyens à violer les lois moldaves ». Les parlementaires moldaves ont également reproché aux représentants gagaouzes d'avoir organisé dès jeudi des élections en vue de constituer leur propre parlement.

Des détachements rassemblant des milliers de « volontaires » avaient à cette occasion été envoyés dans le sud de la Moldavie par le Front populaire moldave (nationalistes) pour tenter d'empêcher le déroulement du scrutin en bloquant les bureaux de vote.

En raison de cette situation tendue, l'état d'urgence avait été instauré vendredi, pour deux mois, par les députés moldaves dans les trois régions du sud de la Moldavie peuplée de Gagaouzes et des troupes du ministère soviétique de l'Intérieur y ont été déployées.

Une partie des « volontaires » moldaves se sont retirés des régions proches de la Gagaouzie, a pour sa part affirmé hier l'agence soviétique non officielle Interfax.

Enfin, le président roumain, Ion Iliescu, a estimé que les « forces politiques roumaines pourraient aider la Moldavie soviétique à résoudre ses problèmes en créant un climat de calme » en Roumanie alors que des milliers de Roumains ont manifesté ces derniers jours en solidarité avec les Moldaves.

vernement et les religieux bouddhistes depuis qu'en août dernier l'armée a réprimé une manifestation à Mandalay, faisant quatre morts, selon l'opposition. Depuis, les bonzes ont entrepris un véritable boycottage religieux des militaires et de leurs familles.

Plusieurs dizaines de moines dissidents ont été arrêtés depuis le début de la semaine dernière lorsque l'armée a procédé des opérations et des perquisitions dans plus de cent soixante monastères de Mandalay.

Selon des sources diplomatiques, 350 bonzes auraient été interpellés dans tout le pays, dont deux cents à Mandalay.

Samedi, Radio Rangoon avait annoncé que d'autres perquisitions auraient lieu dans des monastères de Mandalay soupçonnés de participer au boycottage ou

d'avoir des liens avec le Parti communiste birman (BCP — interdit).

Par ailleurs, les prisonniers politiques birmans pourraient se voir accusés de délits de droit commun avant que n'arrive à Rangoon l'envoyé spécial des Nations unies pour les Droits de l'Homme, le Pr Zarabo Okata apprend-on hier de source diplomatique dans la capitale birmane.

La junte militaire souhaite, selon ces mêmes sources, vider la prison de Insein à Rangoon, de tout prisonnier politique avant le début de la semaine prochaine, date prévue de l'arrivée de M. Okata.

« Pour le moment, on assiste à des transferts de prisonniers politiques dans des établissements en dehors de la capitale cependant que ceux qui restent se voient ac-

cusés de délits de droit commun » a déclaré un diplomate joint au téléphone de Bangkok.

Il a ajouté que « les autorités militaires ne veulent en aucun cas que l'envoyé spécial de l'ONU rencontre des prisonniers politiques à Rangoon mais n'y constate que l'incarcération de criminels ».

Des diplomates ont récemment confirmé dans la capitale birmane que depuis quelques temps, les prisonniers recevaient quatre fois par semaine de la viande au repas (au lieu d'une fois dans un passé récent) et que leurs draps et leurs couvertures avaient été changés. La visite en Birmanie de M. Zarabo Okata fait suite aux violentes critiques émises en février dernier par le comité des Nations unies pour les droits de l'Homme contre la junte birmane.

Le traité « 2 + 4 » n'ira pas de soi au parlement soviétique

d'après AFP
BONN

■ La ratification du traité « 2 + 4 » sur les aspects extérieurs de l'unification allemande « n'ira pas de soi » au parlement soviétique, en raison de craintes pour les intérêts de l'URSS, selon M. Valentin Faline, chef du département international du comité central du PCUS.

« Il y aura une large discussion pour déterminer si nos intérêts vitaux sont garantis. C'est le problème numéro un pour l'opinion publique », qui conserve le traumatisme de la Seconde Guerre mondiale, déclare-t-il dans une interview à paraître aujourd'hui dans le magazine allemand Stern.

Selon M. Faline, les réserves sont surtout le fait des milieux militaires pour lesquelles la nouvelle donne stratégique en Europe centrale est « trop belle pour être vraie », en dépit de la main tendue vers l'Est par le dernier sommet de l'OTAN en juillet à Londres.

Si les armes nucléaires disparaissent du territoire de l'ex-RDA, « il en restera suffisamment stationnées en Allemagne de l'Ouest pour détruire la planète entière », souligne-t-il.

Avis:

À 20 920 \$,
la berline allemande
la plus compétitive est
vraiment très abordable.
Nous remercions
les nouveaux propriétaires
de l'avoir choisie même
s'ils étaient prêts à payer
beaucoup plus cher.



Passat 1991

La plus grande et la plus luxueuse des voitures jamais construites par Volkswagen vous est maintenant offerte à partir de 20 920\$. Un prix qui défie toute concurrence.

Une voiture sobre et raffinée, remarquable par ses innovations technologiques et par les détails de sa finition, la Passat vous donne accès à de nouveaux niveaux de confort, de qualité et à un plaisir de conduire qui ne sera pas ombragé par le prix que vous aurez à payer.

Bonne route!

*Prix du modèle de base 1991, transport, frais de préparation et taxes en sus. Les concessionnaires peuvent offrir des prix moindres.

Les concessionnaires
Volkswagen
du Grand Montréal



Automobiles E. Lauzon Inc.
1384, boulevard Labelle
Blainville
430-1460

Automobiles G.M.F. Ltée
3050, boulevard St-Charles
Kirkland
694-1378

Vialle Automobiles Inc.
400, boulevard Roland-Therrien
Longueuil
679-0890

Les Automobiles Popular Inc.
5441, rue St-Hubert
Montréal
274-5471

Automobile André Rivest Inc.
839, rue Notre-Dame
Rapentigny
585-1700

Automobiles Rimar Inc.
5500, boul. Métropolitain Est
St-Léonard
253-4888

Campbell & Cameron Inc.
4050, avenue Vardun
Vardun
767-9173

Intermonde Auto Inc.
20, boulevard Industriel
Châteauguay
698-2261

Les Automobiles Autohaus Ltée
1855, avenue Dollard
Lasalle
364-2753

Automobiles A. Bélanger Inc.
118, Montée Masson
Mascouche
474-2428

Automobiles Place de Bleury Inc.
2144, rue Bleury
Montréal
845-8267

Les Automobiles Niquet Inc.
1905, boul. Sir Wilfrid Laurier
St-Bruno
653-1553

Antilles Automobiles Inc.
649, chemin Larocque
Valleyfield
371-5563

Auto Hamer (1979) Ltée
5905, rte Transcanadienne O.
Ville St-Laurent
748-6961

Chambly Automobiles Inc.
335, boulevard Tachereau
Greenfield Park
671-7238

Arbour Automobiles Ltée
700, boulevard des Laurentides
LaVal
382-2731

Nordest Volkswagen Ltée
10395, boulevard Pie IX
Montréal
325-3422

Les Automobiles En Route Inc.
13255, rue Sherbrooke Est
Pointe-aux-Trembles
642-6242

Butz Automobiles Inc.
421, boulevard Sauvé
St-Eustache
627-4466

Automobiles Sabric Inc.
125, rue Aimé Vincent
Vaudreuil
455-7941



PAIE COMPTANT!

LES FIGURINES, LES BIJOUX D'ART, LES DIAMANTS, L'OR, L'ARGENT, LE PLATINE, LES PIÈCES DE MONNAIE, LES DOLLARS EN ARGENT ET PLUS ENCORE!

DÈS MAINTENANT... JUSQU'À SAMEDI!
AU CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL, 4^e ÉTAGE!

ROYAL DOULTON ET M.I. HUMMEL

NOUS PAYONS COMPTANT POUR TOUTES LES FIGURINES, ANIMAUX ET CRUCHONS-PERSONNAGES PORTANT LA MARQUE DE COMMERCE ROYAL DOULTON, ET POUR TOUTES LES FIGURINES DE MARQUE M.I. HUMMEL. APPORTÉZ-NOUS LES VÔTRES, NOUS VOUS FERONS UNE OFFRE!

NOUS PAYONS COMPTANT TOUTS LES DIAMANTS, TOUTES LES PIERRES PRÉCIEUSES, LES BIJOUX ANTIQUES ET DE FAMILLE, LES PIÈCES UNIQUES, EN VOIE D'HOMOLOGATION OU HOMOLOGUES.

BIJOUX DE FAMILLE, DIAMANTS ET PIERRES PRÉCIEUSES

Nous payons comptant tous les bijoux en or, en argent ou en platine, tous les bijoux en diamants et tous les ensembles de bijoux sertis de pierres précieuses. Un prix plus intéressant sera offert pour les plus gros bijoux et les bijoux antiques ayant de la valeur.

BIJOUX ET ARTICLES DE FAMILLE EN ARGENT

Nous payons comptant tout l'argent antique en excellent état: services de couverts, chandeliers, pièces de service et bijoux. Prix plus intéressant pour les pièces en argent antique.

MONTRES-BRACELETS ET MONTRES DE POCHE

Nous achetons toutes les vieilles montres de poche: 3\$ et plus pour celles qui ne fonctionnent pas et 10\$ et plus pour celles qui fonctionnent. Nous achetons toutes les montres-bracelets et de poche Rolex et Patek Philippe. Nous payons 150\$ et plus pour les montres de poche en or «25 ans de service» Eaton et 600\$ et plus pour les montres-bracelets en or «25 ans de service» Eaton. Un prix intéressant sera offert pour toutes les montres de poche et les montres-bracelets en or ou sertis de diamants.

ARGENT COMPTANT POUR TOUTS LES ARTICLES DE REBUT EN OR, EN ARGENT OU EN PLATINE, SANS ÉGARD À LEUR ÉTAT!

ARTICLES DE REBUT EN OR

Nous achetons tous les articles en or manufacturé, de 9 carats à 24 carats, sans égard à leur état, incluant les bijoux en or et les obturations dentaires; nous payons selon le prix de leur poids en or.

ARTICLES DE REBUT EN ARGENT

Nous achetons comptant tous les articles en argent manufacturé: argent de la vieille Europe, argent fin et pur. Comprend les couverts, les pièces de service, les plateaux, qu'ils soient neufs ou brisés, le prix étant basé sur la valeur du poids de l'argent.

ARTICLES DE REBUT EN PLATINE

Nous payons comptant tous les articles faits de platine: bijoux, montres, fil de platine, accessoires de labo (creusets), etc., quel que soit leur état, le prix étant basé sur la valeur du poids du platine.

DOLLARS EN ARGENT*

DU CANADA

1935.....	20,00	1947 en pointe 7.....	70,00
1936.....	10,00	1947 feuille d'érable.....	130,00
1937.....	10,00	1948.....	500,00
1938.....	25,00	1949.....	10,00
1939.....	3,00	1950-67.....	3,00 ch.
1945.....	70,00		
1946.....	15,00		
1947 arrondi 7.....	32,00		

DES ÉTATS-UNIS

1878-1935..... 5,00 et plus

PIÈCES ÉMISES PAR L'HÔTEL DE LA MONNAIE ROYALE CANADIENNE

Nous achetons tous les ensembles de pièces émises par l'Hôtel de la monnaie royale canadienne, pièces de collection et pièces en or. Le prix des pièces est indiqué par année. Toutes les pièces et ensembles doivent être présentés dans leurs étuis originaux.

Ensembles de pièces émises par l'Hôtel de la monnaie royale canadienne

1954-1956.....	80,00 et plus
1957-1959.....	18,00 et plus
1960-1961.....	8,00 et plus
1962-1967.....	4,90
1976-1982.....	1,95 et plus
1983-1989.....	5,00 et plus

Ensembles de 2 pièces d'un dollar, épreuves numismatiques dans un étui

1971.....	10,00
1972.....	22,50
1973-1979.....	10,00 et plus
1980.....	40,00
1981.....	22,50
1982-1983.....	11,50
1984.....	13,50
1985-1989.....	19,00 et plus

Ensembles de 2 pièces

1971-1980..... 4,00 et plus

Dollars en argent, épreuves numismatiques

1971.....	8,00
1972.....	4,75
1973-1978.....	5,50 et plus
1979.....	15,00
1980.....	35,00
1981.....	20,00
1982-1989.....	5,50 et plus

Ensembles spécimen

1981-1988..... 4,50 et plus

Dollars en argent, hors circulation

1981-1988..... 18,00 et plus

PIÈCES DE MONNAIE EN OR*

20\$ 1967 dans ens.....	207,00	\$100 1984, 1986.....	195,00
100\$ 1976 hors circ. (14K).....	102,00	\$100 1985, 1988.....	245,00 et plus
\$100 1976 (22K).....	185,00	\$100 1987.....	140,00
\$100 1977-1983.....	195,00	\$100 1989.....	185,00
		Feuilles d'érable 1 oz....	426,00

NOUS PAYONS COMPTANT TOUTES LES PIÈCES DE COLLECTION ET LINGOTS EN OR PROVENANT DU CANADA, DES ÉTATS-UNIS, DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DU MONDE ENTIER.

PIÈCES EN ARGENT*

DU CANADA

10*		25*	
1966 et années		1966 et années	
précédentes.....	0,22	précédentes.....	0,55
1967.....	0,15	1967.....	0,37
1968 (argent seul.).....	0,13	1968 (argent seul.).....	0,32

50\$	1,10
1967 et années précédentes.....	1,10
Ensembles de la Monnaie royale 1962-1967.....	4,90

Nous achetons toutes les pièces en argent des États-Unis, 1964 et années précédentes, au prix de 2,70\$ pour chaque dollar à sa valeur nominale.

NOUS ACHETONS TOUTES LES PIÈCES DE MONNAIE EN ARGENT, PROVENANT DU MONDE ENTIER, SANS ÉGARD À LEUR ÉTAT!

* PRIX DE L'OR ET DE L'ARGENT

Les prix des pièces marquées d'un astérisque (*) sont basés sur le cours quotidien de l'or et de l'argent sur le marché mondial. Les prix indiqués sur cette page pourront varier, et même plus d'une fois par jour. Les prix indiqués sur cette annonce sont basés sur le prix de l'or à 435\$ l'once et de l'argent à 4,90\$ l'once, en dollars canadiens.

Note: Tous les articles de collection peuvent être revendus, selon notre jugement, à un prix plus élevé que la valeur-étalon de base.

DÈS MAINTENANT... JUSQU'À SAMEDI SEULEMENT!
LA BAIE, CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL, AU 4^e ÉTAGE

HEURES: Mercredi à vendredi: 10 h à 17 h
Samedi, 9 h 30 à 15 h 30.



Le Monde

Nouvelle flambée de violence dans les Territoires occupés : quatre Arabes tués

d'après Reuter et AFP
JÉRUSALEM

■ Israël et les territoires occupés ont connu hier une nouvelle flambée de violence, au cours de laquelle quatre Arabes ont trouvé la mort.

Le ministre israélien de la Défense Moshe Arens a averti ses compatriotes qu'il fallait s'attendre à de nouvelles attaques palestiniennes en réponse à la fusillade du Mont du Temple au cours de laquelle 18 Palestiniens ont trouvé la mort, le 8 octobre à Jérusalem.

Des soldats israéliens ont abattu un Palestinien de 19 ans qui aurait participé à l'assassinat de plusieurs Arabes accusés de collaborer avec les autorités israéliennes, a-t-on déclaré de source proche de l'armée.

Les soldats ont abattu le jeune Ahmed Alrahim Saruji à Tulka-rem, en Cisjordanie, après avoir été attaqués à coups de pierres et de barres de fer, selon la radio de l'armée.

Un Arabe a par ailleurs été tué et ses deux complices blessés par l'explosion de la bombe qu'ils installaient mardi matin dans une épicerie de la communauté juive ultra-orthodoxe de Bnei Brak, à une vingtaine de kilomètres de Tel Aviv, a annoncé la police.

À Naplouse, en Cisjordanie, un Juif gardant un camion-citerne a abattu un Arabe qui venait de le blesser d'un coup de couteau, selon des sources palestiniennes.

Des Palestiniens masqués ont abattu dans la bande de Gaza, à Rafah, un homme de 45 ans qu'ils accusaient de collaborer avec les

autorités israéliennes, a-t-on appris de même source.

«La vague n'est pas encore passée», a déclaré Moshe Arens devant la commission parlementaire des Affaires étrangères et de la Défense en évoquant aux violences consécutives à la fusillade du Mont du Temple.

Selon des membres de la commission, le ministre a ajouté : «Nous devons être prêts pour une période qui ne sera pas facile, lors de laquelle des tentatives seront faites pour s'attaquer à des civils aussi bien depuis l'extérieur d'Israël que depuis l'intérieur du territoire israélien».

La semaine dernière, trois Juifs avaient été tués à coups de couteau et sept autres avaient été blessés par des Arabes, ce qui avait conduit le gouvernement à fermer pendant quatre jours les territoires occupés.

Par ailleurs, les États-Unis ont réaffirmé hier, après avoir pris

connaissance du rapport d'enquête israélien sur les incidents de l'esplanade des Mosquées, que la police israélienne avait apparemment fait un usage excessif de la force contre les Palestiniens.

Le porte-parole du département d'État, Mme Margaret Tutwiler, a déclaré que Washington accueillait favorablement ce rapport, dont copie lui avait été remise vendredi dernier, mais attendait toujours la version anglaise de l'enquête promise par Israël.

«Entretiens, nous pouvons faire quelques observations à la lecture de la version en hébreu du texte qui nous a été remis vendredi», a-t-elle dit. «Israël sait que nous sommes opposés à l'usage excessif ou mortel de la force pour faire respecter la loi et maintenir l'ordre. Dans cette affaire, le président (George Bush) et le secrétaire d'État (James Baker) ont déclaré que l'utilisation par Israël d'armes à feu, qui

a fait plusieurs morts, semble le résultat d'un usage excessif de la force», a-t-elle rappelé.

Mme Tutwiler a fait remarquer que le rapport, effectué par une commission d'enquête israélienne non gouvernementale, rejoignait le point de vue américain selon lequel les forces de l'ordre n'étaient pas prêtes à faire face à de tels incidents.

Cette violence, ainsi que le refus répété du premier ministre israélien Yitzhak Shamir — malgré un appel personnel de M. Bush — d'accepter les deux résolutions du Conseil de Sécurité préconisant l'envoi d'une mission d'enquête sur place, ont tendu davantage les relations israélo-américaines.

Des responsables américains ont par ailleurs indiqué qu'ils étaient en train d'étudier le rapport en sept pages qu'ont de leur côté remis aux États-Unis les Palestiniens.

L'armée rwandaise progresse au nord

d'après AFP
NAIROBI

■ L'armée rwandaise a enregistré un succès important dans la reconquête du nord-est du pays, en s'emparant hier en fin d'après-midi de Kagitumba, poste-frontière avec l'Ouganda, tenu par les rebelles du Front patriotique rwandais depuis le 1er octobre.

La chute de Kagitumba a été annoncée dans la soirée par Radio Rwanda et confirmée par des témoins. C'est par Kagitumba qu'avait été déclenchée l'offensive des forces du FPR, qui avait pour but de s'emparer du pouvoir dans la capitale rwandaise, Kigali.

Un cessez-le-feu entre les belligérants avait été créé mercredi dernier à la suite de la visite dans la région du premier ministre belge, Wilfried Martens, mais ce cessez-le-feu n'a jamais été respecté dans les faits.

L'armée rwandaise, selon des sources diplomatiques, avait ouvert deux centres de recrutement et enrôlé 3500 hommes qui avaient reçu une instruction militaire rapide.

Selon les mêmes sources, les forces gouvernementales avaient rompu le cessez-le-feu dès jeudi dernier, s'assurant le contrôle des villes de Nyagatere, Kabarore et Gabiro.

POUR 150\$, VOUS POUVEZ ACHETER UN COMPLET BON MARCHÉ OU VOUS EN OFFRIR UN PLUS CHER

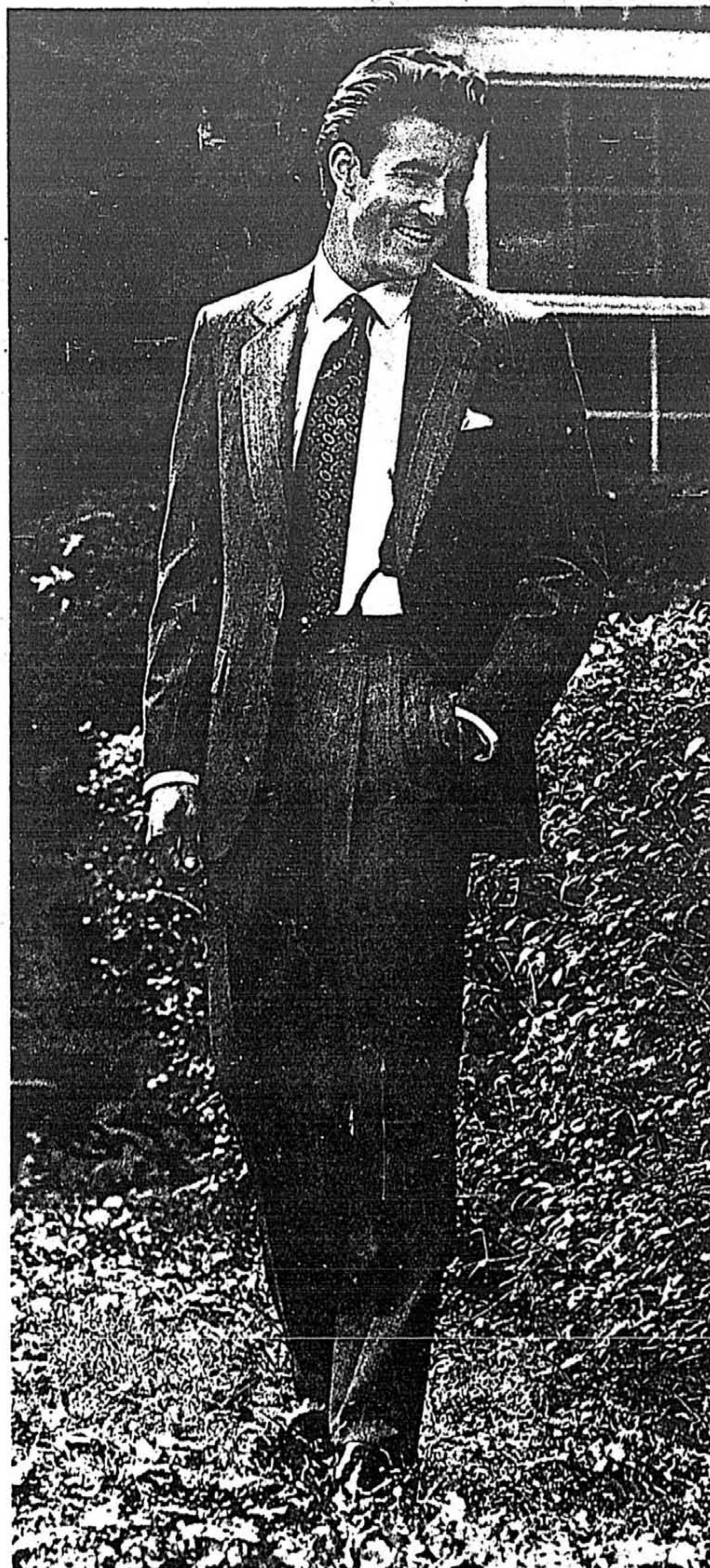
À 225\$, notre complet exclusif Adams Row est probablement le meilleur achat que vous puissiez faire. Mais à 150\$, ce serait fou de laisser passer cette aubaine. Pendant une semaine seulement nous offrons un grand choix



188-258

Cravates 100% soie, naturellement.

de complets Adams Row à 75\$ de rabais. Complots confectionnés en tissu de laine mélangée peignée, avec pantalon à plis ou ordinaire. Nous avons également un grand choix de couleurs unies, rayées et de motifs subtils.



Et pour vous faire économiser encore plus, nos retouches sont toujours gratuites sur nos

Pendant une semaine seulement, 75\$ de rabais sur nos complets Adams Row.

vêtements sur mesure. De plus, pour aller avec votre nouveau complet — ou vos complets — nous avons un vaste choix de chemises habillées, de cravates 100% soie et d'autres accessoires superbes. Alors, ne manquez pas cette occasion d'économiser. Passez à notre magasin d'ici lundi prochain. Vous ne le regretterez pas.

ANDERSON
LITTLE

Ça vous va à la perfection.

Le soldé se termine lundi 5 novembre. Retouches professionnelles gratuites.

Champlain Center North, Plattsburgh, NY • University Mall, South Burlington, VT.
Ouvert tous les jours de 9 h 30 à 21 h 30 • Principales cartes de crédit acceptées